

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA NOTION
DE
L'ACCIDENT DU TRAVAIL
ET DE SA PREUVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 12 Juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

A. MORIN

LICENCIÉ ÈS-LETTRE

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. GIDE, professeur.
CAPITAN, professeur.

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET C^{le}

ÉDITEURS

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

—
1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

DE LA NOTION
DE
L'ACCIDENT DU TRAVAIL
ET DE SA PREUVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 12 Juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

A. MORIN

LICENCIÉ ÈS-LETTRE

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants { MM. GIDE, professeur.
CAPITAN, professeur.*



LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET C^{ie}

ÉDITEURS

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Maurice BELLOM. — *De la responsabilité en matière d'accidents du travail.* — (Paris, Rousseau, 1902.)

— *Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger.* Tome II. Assurances contre les accidents. Quatrième partie. Supplément. (Paris, Rousseau, 1904.)

CHARDINY. — *Commentaire historique et analytique de la loi du 9 avril 1890, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.* 2^e édition, (Paris, Rousseau, 1899.)

Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales. (Paris, 1900 ; Vienne, 1906 ; Rome, 1909.)

DUCHAUFFOUR. — *Les accidents du travail.* (Paris, 1905).

DIVERNERESSE. — *Les lacunes de la loi sur les accidents du travail.* Exploitation des industriels, des blessés et des médecins. (Paris, Maloine, 1903).

Handbuch der Unfallversicherung.

Raoul JAY. — *Etude sur la question ouvrière en Suisse.* (Paris, 1893.)

— *Code du travail et de la prévoyance sociale.* Livre I. (Paris, Imprimerie Nationale, 1904).

— *La protection légale des travailleurs* (2^e édition, Paris 1910.)

LOUBAT. — *Traité sur le risque professionnel ou Commentaire de la loi de 1898.* (2^e édition.) (Paris, Chevalier Marescq, 1900.)

— *Modifications apportées à la législation sur les accidents du travail par la loi du 22 mars 1902.* (Paris, Chevalier Marescq, 1902.)

— *Des accidents agricoles* (Loi du 30 juin 1899.) (Paris, Chevalier Marescq, 1902.)

LOUIS. — *L'Ouvrier devant l'Etat.* Histoire comparée des lois du travail dans les deux Mondes (Paris, Alcan, 1904.)

LE CARBONNIER DE LA MERSANGLIÈRE. — *De la réparation des conséquences des maladies professionnelles.* (Thèse, Paris, 1906.)

MARESTAING. — *Définition des accidents du travail dans les divers pays.* (Rapport au Congrès International des accidents du travail.) (Paris, 1890.)

Gustave MORIN. — *De la notion d'accident du travail dans la loi du 9 avril 1898.* (Thèse, Paris, 1903.)

MOURAL et BERTHIOT. — *Loi du 9 avril 1898, commentaire pratique de jurisprudence.* (Paris, Giard et Brière, 1903.)

OLLIVE et LE MEIGNEN. — *Les accidents du travail, Médecine légale. Jurisprudence.* (Paris, 1904.)

ODILON DE PAOLI. — *De l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail au point de vue de la protection légale.* (Thèse, Paris, 1907.)

- Paul PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle* (3^e édition, Paris, Rousseau, 1909.)
- Léon RIMBERT. — *L'extension de la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales*. (Thèse, Paris, 1907.)
- Raymond ROZENMARCK. — *Les réformes à introduire dans la législation française sur les accidents du travail*. (Paris, 1910.)
- TABOURIECH. — *Traité de la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*. (Paris, 1896.)
- SACHET. — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 5^e édition, (Paris, Larose, 1909.)
- SAINCTELETTE. — *Responsabilité et garantie* (Bruxelles, 1884.)
- SALEILLES. — *Les accidents du travail et la responsabilité civile*. (Paris, 1897.)
- *Le risque professionnel dans le Code civil* (Réforme sociale, 1898. I, p. 634-667.)
- SAUZET. — *La responsabilité des patrons*. (Revue critique, 1883.)
-

DALLOZ. — (*Répertoire périodique*.)

SIREY. — (*Répertoire périodique*.)

Bulletin de l'Office du travail.

Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le ministère du Travail et de la prévoyance sociale.

Recueil spécial des accidents du travail (publié par M. Villetard de Prunières.)

Revue judiciaire des accidents du travail. (Publiée par M. Émile Bert.)

Rekursentscheidungen des Reichsversicherungsamtes.

Ämtliche Nachrichten des K. K. — Ministeriem's der Innern betreffend die Unfallversicherung.

Pandectes belges. (Recueil périodique des)

Office du travail de Belgique (Annuaire de la législation du travail publié par l'.)



DE LA NOTION DE L'ACCIDENT DU TRAVAIL ET DE SA PREUVE

INTRODUCTION

Il est peu de lois sociales qui aient eu en France une fortune aussi rapide que la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. D'abord limitée à l'industrie, la législation du risque professionnel a été successivement étendue à l'agriculture, dans certains cas, par la loi du 30 juin 1899 ; aux exploitations commerciales, par celle du 12 avril 1906. Des propositions de loi sont déposées sur le bureau du Parlement qui l'étendent à de très nombreuses et très diverses catégories d'intéressés : aux gens de maison (proposition Pugliesi-Conti), à tous les ouvriers agricoles (proposition Beauregard, projet du gouvernement), aux détenus (projet du gouvernement), aux militaires (proposition Mirman, projet du gouvernement). Et l'on peut dire

sans être téméraire que la loi du 9 avril 1898 s'appliquera bientôt toutes les fois qu'il y aura contrat de travail.

De même il est peu de lois qui aient fait l'objet de modifications et de remaniements aussi importants. Il suffit de comparer d'une façon hâtive le texte primitif de la loi de 1898, avec le texte actuel, tel qu'il résulte des transformations apportées par les lois des 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 12 avril 1906, pour se rendre compte de l'étendue des changements qui ont été introduits, tant au point de vue de la procédure que du régime même des indemnités.

Et il va sans dire qu'une loi qui intéresse des milliers de salariés a donné lieu à une foule de controverses et de décisions. Tous les jours et sur tous les points du territoire, les tribunaux français sont appelés à se prononcer sur son application.

Il en résulte qu'aucune des questions ayant trait à une telle loi ne se trouve dénuée d'intérêt. Mais il en est une entre toutes, qui paraît particulièrement digne de solliciter l'examen, car elle est à la base même de la loi : c'est la notion de l'accident du travail.

Elle a subi en treize ans des modifications si importantes, elle a donné lieu à tant de controverses, à tant de décisions qu'il nous a semblé vraiment utile de l'étudier aujourd'hui, telle qu'elle apparaît dans

l'état actuel de la législation et de la jurisprudence françaises et étrangères. Nous recherchons ce que l'on entend actuellement par accident du travail et, par voie de conséquence, comment on en apporte devant les tribunaux la justification.

CHAPITRE PREMIER

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Depuis le 9 avril 1898, jour où fut promulguée la loi sur les accidents du travail, de très nombreux commentateurs ont cherché à l'éclairer et à la préciser par l'étude des travaux préparatoires. Si nous entreprenons à notre tour semblable tâche, ce sera très brièvement, mais il ne nous serait guère possible de passer immédiatement à l'étude jurisprudentielle que nous avons entreprise. Il en résulterait certainement du flottement et de l'obscurité dans la discussion, faute d'avoir établi avec précision le terrain qui nous est assigné et celui qui a été déjà parcouru. Nous nous efforcerons simplement de mettre en valeur la pensée première des auteurs de la loi ou des modifications qui y ont été apportées et d'y rechercher les éléments qui permettront peut-être d'élargir le champ d'application de cette loi.

Il faut remonter au 19 mai 1880, pour trouver le dépôt de la première proposition de loi relative aux accidents du travail. Elle fut déposée par M. Martin Nadaud et était ainsi conçue :

« ARTICLE UNIQUE. — Lorsqu'un homme, louant
« son travail à un autre homme, s'est blessé ou tué à
« son service, l'employeur sera de plein droit respon-
« sable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été
« le résultat d'une faute commise par la victime ».

Dans ce projet, comme dans celui que le même député, déposa le 14 novembre 1881, la notion d'accident du travail n'était que très imparfaitement établie. On partait de la notion de faute et on renversait simplement la preuve qui, suivant l'article 1315, incombe au demandeur. L'employeur — car il faut remarquer la généralité des termes : il ne s'agit en aucune façon de l'industriel ou du commerçant — l'employeur n'échappait à l'obligation de réparer les conséquences de l'accident que par la preuve de la faute de l'employé. C'était le système qui, une année plus tard, allait être adopté par la Suisse. On se bornait, somme toute, à une réforme de procédure. Comme disait très justement M. Benjamin Rabier à la tribune de la Chambre : « Ce n'est en définitive qu'une présomption que nous ajoutons à tant d'autres ».

Le projet Peulevey, déposé le 14 janvier 1882, partait d'un principe assez étranger au droit civil, il mettait tous les accidents dûs aux cas fortuits, à la force majeure ou à l'imprudence légère de l'ouvrier à la charge de l'État et portait création à cet effet d'une caisse des accidents du travail avec participation de l'ouvrier. Celui-ci n'avait qu'à verser deux francs par an, somme véritablement insuffisante. L'auteur de ce projet regardait probablement l'acci-

dent du travail comme une des conséquences de l'état de l'industrie moderne, état tellement général qu'il ne peut être considéré qu'au point de vue social et doit être réparé par la collectivité. Quoi qu'il en soit, nous sommes fort loin de la conception de M. Nadaud.

M. Félix Faure y revint du reste la même année, et déposa deux projets qui vont préciser ce que l'on appellera « le risque professionnel », en des termes qui font déjà pressentir ceux de la loi de 1898. D'après l'article 1^{er} du projet déposé le 14 janvier 1882 (*J. O.* 1882. *Doc. parl.* Ch. dép., n° 339) :

« Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable dans les limites de
« la présente loi, des dommages causés à tout ouvrier
« ou employé tué ou blessé dans un travail, soit que
« l'accident qui a amené la mort ou la blessure provienne de l'installation, de l'entreprise ou de l'outil
« employé, soit qu'il provienne du *travail même* ».

La rigueur de ce texte effraya-t-elle la commission parlementaire à laquelle il avait été renvoyé? Toujours est-il que celle-ci, dans son premier projet de 1882 (*Déb. parl.* 1882, p. 589) pose le principe de la responsabilité, mais de la responsabilité présumée — tempérament au projet ci-dessus rapporté.

« Cette présomption cesse » dit le texte, « lorsque
« le patron fait la preuve que l'accident est amené
« par force majeure ou par cas fortuit, qui ne peuvent
« être imputés ni à lui-même ni aux personnes dont il
« doit répondre, ou bien que l'accident a pour cause
« la propre imprudence de la victime ».

Ce projet est encore intéressant en ce que, le premier, il précise les industries auxquelles il serait applicable, et qui sont déjà à peu près celles que visera la loi de 1898 :

« Les usines, manufactures, fabriques, chantiers, mines et carrières, chemins de fer et en outre les autres exploitations, où il est fait usage d'un outil-lage à moteur mécanique ».

Cette nomenclature est cependant plus large que celle qui fut adoptée en 1898, puisque, si l'on avait conservé la dernière phrase, il n'y aurait pas eu besoin de voter la loi de 1899, relative à l'emploi du moteur inanimé dans les travaux agricoles et que le bénéfice de la législation se serait étendu à bon nombre d'entreprises commerciales, ayant en service un moteur mécanique, et cela huit ans avant leur assujettissement.

D'autres projets, dont un de cette même Commission (*Déb. parl.*, avril 1882. *J. O.*, annexe 1334), un second de M. Laroche-Joubert, discuté le 9 mars 1883, divers contre-projets de MM. Girard (10 mai 1883), Brousse (15 novembre 1883), Peulevey (26 novembre 1883) ne présentent pas grand intérêt pour cette étude.

Le texte, déposé par la Commission parlementaire le 21 février 1884, est moins clair que celui de 1882. Il n'offre d'autres particularités que d'établir, sans que l'on en discerne la raison, des régimes différents pour « certaines industries où est fait usage d'un moteur mécanique ». Il y est parlé de « la responsabilité en

vertu du risque professionnel, » ce qui est bien, et aussi d'une « présomption de responsabilité en ce qui concerne le droit commun » dont on ne peut s'expliquer ni l'origine, ni la portée, ni ce qui est ajouté à l'article 1384, § 1, *in fine*, du Code civil.

Nous ne nous attarderons pas davantage au projet Rouvier, déposé le 24 mars 1885 (*Doc. parl.*, 1885, n° 3642) ou à celui que déposa M. Lockroy, alors ministre du Commerce, le 2 février 1886 (*J. Off.* 1886. *Doc. parl.*, Ch. des dép., p. 978). Au contraire, le projet déposé par M. Félix Faure — c'était son deuxième — le 16 juin 1886, mérite d'être cité pour sa définition du risque professionnel :

« Il comprend tous les accidents, provenant des cas
« fortuits ou de force majeure et même ceux qu'on
« peut imputer à la faute de l'ouvrier, sous réserves
« toutefois des cas où la victime se serait intention-
« nellement exposée à un accident pour en tirer pro-
« fit ».

Ce député voulait faire rentrer dans la terminologie en vogue le texte de son premier projet de loi, mais il y a une certaine étrangeté à essayer de comprendre dans le risque professionnel ce qui semble par définition en être le contraire, savoir la force majeure que tous les autres projets de loi avaient soigneusement classée dans les exceptions en y joignant même le cas fortuit. Admettre le cas fortuit, c'était juste, car si on l'écartait, il n'y avait pas besoin d'un texte nouveau, l'article 1382 suffisait, mais y adjoindre la force majeure, c'était une audace bien précocce. Nous

craignons fort que celle-ci n'ait bénéficié d'une confusion qui s'était faite dans l'esprit de l'auteur du projet, qui était commune alors et qui n'est pas encore rare à l'heure actuelle, confusion entre la force majeure et le cas fortuit, que l'on prenait pour deux expressions synonymes, n'ayant qu'un objet, et assez analogues à d'autres expressions de la langue juridique : les dommages et intérêts, par exemple.

La même année, M. de Mun dépose un projet, qui ne serait autre que l'application pure et simple des articles 1382 et 1315, puisque la victime doit y fournir la preuve d'une faute, s'il n'y avait ajouté, comme dans le projet précédent, la preuve du cas fortuit ou de la force majeure, qui administrée, aurait entraîné la responsabilité du patron.

De 1888 à 1893, les projets vont être nombreux, puisqu'il y aura encore, sans parler du projet de 1888 qui sera longuement discuté et qui va servir de base solide à la loi votée dix ans plus tard, le projet de M. Jules Roche, déposé le 18 juin 1890, les projets Granger, qui ne s'appliquent qu'aux mines, le projet Dron, assez proche de 1888, un deuxième projet de Mun, de même inspiration que le précédent, les propositions Viau, Richard, Ricard et Guyesse, toutes trois relatives au mode d'assurances.

Le projet qui fut adopté par la Chambre en 1888, le 10 juillet, a, comme nous l'avons dit, une importance considérable à raison de sa discussion qui occupe 17 séances. L'article de principe était ainsi rédigé :

« Tout accident survenu *dans leur travail* aux ouvriers et employés... donne droit au profit de la victime, à une indemnité. Cette indemnité est à la charge du chef de l'entreprise, *quelle qu'ait été la cause de l'accident* ».

Au cours de la discussion qui eut lieu à la Chambre des députés, dans la séance du 26 juin 1888, un amendement tendant à modifier cette rédaction, fut présenté par M. Gastelier. Effrayé de l'absolutisme de cette formule : « quelle qu'ait été la cause de l'accident », il en demandait le remplacement par ces mots : « pourvu que cet accident ait été causé par le fait du travail » qu'il expliquait ainsi :

« Les risques d'accidents résultant de l'apoplexie, du tonnerre, les entorses, les chutes que l'ouvrier peut faire, et donnant lieu à des blessures, une écorce d'orange jetée à terre sur laquelle l'ouvrier glissera et se cassera une jambe en tombant, etc... Considérez-vous les accidents qui se produisent dans ces conditions comme étant le fait du travail? Cela n'est pas possible et vous ne pouvez pas l'admettre. Ainsi un ouvrier sortant de chez lui bute contre un obstacle sur la route et se blesse. Il n'est pas encore au travail, mais la chute peut se produire près de l'atelier. Direz-vous que cet ouvrier peut être indemnisé? »

Cet exemple donné par M. Gastelier est intéressant à retenir, car il est un de ceux à propos desquels la jurisprudence a eu diverses fluctuations. Remarquons simplement que cet amendement, combattu par MM. Lecour et Lagrange, fut repoussé.

Voté par la Chambre des députés, le projet de 1888 ne fut discuté au Sénat qu'en 1890 — le 24 mai — et avec de très grandes modifications, puisque de 52 articles, on en fit 21. La plus considérable au point de vue de la notion de l'accident consista à introduire la formule: « par le fait du travail *ou* à l'occasion du travail ». La Chambre, en 1893, remplaça la conjonction « ou » par « et » que le Sénat, à son tour, en 1895, changea en « ou ». Dans les débats qui eurent lieu à ce sujet, il faut remarquer spécialement ceux du 17 juin 1895. M. Silhol, qui demandait qu'on revînt au texte de la Chambre « *et* à l'occasion du travail », argumentait ainsi :

« Il arrive, dans un cas particulier que je vais
« vous soumettre, que des ouvriers, employés dans
« des mines de charbon dans le Gard, logent à une
« certaine distance de la mine, parce qu'ils ont là leur
« demeure depuis longtemps ; ils restent dans leur
« village... Ils partent de chez eux de très bonne
« heure, souvent de nuit en hiver et par de mauvais
« chemins. S'il leur arrive un accident, sera-ce un
« accident à l'occasion du travail ? »

Cet exemple que M. Silhol donnait comme n'étant pas un accident du travail à son avis est, comme celui de M. Gastelier, cité tout à l'heure, un de ceux, nous le verrons, pour lesquels la jurisprudence se prononcera en sens contraire. M. Silhol voulait que l'on ajoutât les mots : « à l'intérieur du chantier ou de l'usine ». Le rapporteur répondit « que le sens avait paru si clair, si évident que la Commission n'avait pas cru devoir le

« spécifier » ; les tribunaux ont jugé l'inverse. C'est un exemple joli de l'utilité des travaux préparatoires.

La même question, posée par le même orateur à la séance du 4 juillet 1895, amena le rapporteur, M. Poirrier, à fournir les précisions suivantes :

« Messieurs, si l'on introduisait dans notre article 1^{er}
« les mots : « dans leur travail et à l'occasion de leur
« travail » il faudrait que deux conditions fussent
« réunies pour donner lieu à l'application de la loi ; or,
« dans l'esprit de la Commission, pour que la loi
« s'applique, il suffit qu'il s'agisse d'un accident arrivé
« à l'occasion du travail : un homme de peine chargé
« d'alimenter un générateur est blessé par l'explosion
« de la machine ; peut-on dire que c'est dans l'exercice
« même de son travail que cet ouvrier a été blessé ?
« Nous craindrions qu'on en décidât autrement, »

Voilà donc comment on comprenait l'accident arrivé à l'occasion du travail. Le travail est pris dans le sens très restrictif de tâche individuelle, le risque qui court de son fait est celui qui provient de l'outillage utilisé par l'ouvrier, le danger qu'il occasionne est celui que fait courir le reste du matériel.

Les débats se continuèrent pendant encore trois ans et le projet fit de nombreux voyages du Palais-Bourbon au Luxembourg, sans que, sur le principe qui nous importe, on ait dit des choses bien nouvelles.

Nous nous en voudrions pourtant de ne pas noter un projet de M. Béranger, déposé le 26 janvier 1896, très original en ce sens que, s'il avait été adopté, auraient été protégées contre les accidents, non plus des

catégories d'individus, accomplissant les travaux de certaines professions, mais toutes les personnes accomplissant pour le compte du premier venu, certains travaux réputés dangereux et classés légalement comme tels. Projet qui aurait rendu responsable, même occasionnellement, quiconque ordonnait ces travaux, et qui ne se désintéressait pas de l'artisan qui travaille pour son compte pour ne protéger que l'ouvrier travaillant pour le compte d'un patron. Car, ainsi que le disait, non sans justesse, l'honorable sénateur : « Ce « n'est pas le risque professionnel, c'est le risque du « travail dangereux dans une profession, qui devrait « être rémunéré ». Voici, du reste, la teneur de son article 1^{er} :

« Tout accident — qui se produit dans l'exécution
« d'un travail dangereux — oblige celui qui a com-
« mandé le travail à sa réparation, à moins qu'il n'ait
« été causé par la faute seule de l'ouvrier ».

Ce projet n'aboutit pas et le texte de 1895 finit par être, après quelques modifications de détail et d'application, promulgué le 9 avril 1898.

L'activité législative ne désarma pas et lois et décrets se sont succédés sans répit pour modifier et pour étendre.

Les seules lois qui nous intéressent sont celles :

du 30 mars 1899 concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés ;

des 22 avril 1902 et 31 mars 1905, tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898 ;

et du 12 avril 1906, étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898.

Mais, par un phénomène assez curieux, autant la loi de 1898 avait donné lieu à des débats amples et intéressants, autant ces diverses lois ont été votées rapidement, sans que nous ayons rien à relever d'utile à notre sujet dans les discussions ou dans les rapports.

Nous venons ainsi d'exposer dans ses grandes lignes le développement de l'idée d'accident du travail au cours des travaux parlementaires, et noté ses aspects divers tant par les projets ou amendements que par les discussions dans les deux assemblées législatives. Si maintenant nous cherchons à nous former une idée d'ensemble de cette élaboration, avant d'examiner comment la jurisprudence a interprété la loi de 1898, et pour mieux apprécier ensuite cette interprétation, nous pouvons dire que deux théories bien distinctes étaient en présence. L'une est la théorie du risque pur et simple ; l'autre, la théorie de ce que l'on a appelé « le risque professionnel ».

La théorie du risque, qui n'a trouvé que depuis ces dernières années, une forme à peu près définitive et qui a pour défenseurs principaux à l'heure actuelle MM. Saleilles, Josserand et Ambroise Colin, s'est fait jour chez ses champions lorsqu'ils observèrent l'insuffisance des articles 1382 à 1386 du Code civil pour obtenir réparation de divers préjudices.

Ces articles, en effet, qui forment le chapitre 2 du livre III, titre IV « des délits et des quasi-délits », exigent pour la naissance d'une responsabilité quelconque, une faute ou une présomption de faute. C'est la théorie romaine de la *culpa*. Et toutes les fois que la victime d'un accident, occasionné par une machine industrielle ou par un outil de travail, ne pouvait prouver une faute du maître ou du patron, les tribunaux rejetaient sa demande. Sans doute, sous l'influence des débats parlementaires qui se poursuivaient lentement, sous la pression de l'opinion publique, ceux-ci devenaient de plus en plus faciles dans l'admission de la faute et de sa preuve ; mais ils avaient néanmoins des limites qu'ils ne pouvaient franchir, notamment pour les cas fortuits ou de force majeure, ainsi que l'a rappelé un arrêt célèbre de la Cour de cassation du 30 mars 1897 (D. P. 1897.1.433).

Or, quelques-uns de ces cas fortuits ou de force majeure tiraient si manifestement leur existence ou leur gravité du matériel industriel ou du travail que l'immunité accordée au patron ou à l'exploitant choquait violemment. De là, la recherche de la responsabilité non plus dans une faute quelle qu'elle soit, mais dans le seul fait d'être propriétaire de l'objet cause de l'accident et distributeur du travail difficileux : « Qui crée le danger, doit le réparer ».

Ce principe est par lui-même insuffisant, car sans le secours d'un texte spécial, il ne pourrait protéger un accident qui n'aurait été produit ni par l'outil, ni par la chose inanimée, comme la blessure faite à un ou-

vrier par un camarade, la chute produite par un éblouissement. MM. Peulevey, de Mun et Dron s'efforcèrent de lui donner ce texte, mais la nouveauté de leurs théories et le contraste qu'elles formaient avec les idées juridiques communément reçues et depuis longtemps fortifiées par la pratique, les firent repousser.

Entre temps, deux juriconsultes notoires de France et de Belgique, M. Sauzet et M. Saintelette, imaginèrent de trouver un fondement de la responsabilité patronale, non dans un quasi-délit, non dans la propriété, mais dans le contrat de louage lui-même. Ce contrat contient une clause tacite par laquelle le patron s'engage à veiller par tous moyens à la sécurité de ses ouvriers. Il doit donc être responsable des accidents à moins qu'il ne prouve le cas fortuit ou la force majeure. C'était, somme toute, le renversement de la preuve.

Cette théorie intéressante présentait, comme la précédente, des insuffisances, notamment au point de vue de la fixation des indemnités et des lenteurs de la procédure ordinaire. C'est pourquoi la faveur est allée à une troisième qui avait trouvé une formule heureuse : « le risque professionnel ». Comme pour la plupart des formules, sa commodité a fait illusion. Tout le monde parla de sa clarté et de son évidence, parce que l'on aurait été bien en peine d'en donner une définition, nous aurons plus loin l'occasion de nous en apercevoir. En réalité ce que l'on appelait « risque professionnel » c'était le risque de l'industrie mo-

derne et de ses moyens d'actions ; c'était par les dangers du machinisme que l'on était frappé. Presque seul, M. Thellier de Poncheville le comprit précisément et proposa un texte qui y correspondait étroitement.

On ne le suivit pas. Ce fut fort heureux, car la rédaction que l'on adopta était assez large et assez élastique pour qu'on ait pu y introduire de nombreux perfectionnements au fur et à mesure que la nécessité s'en est fait sentir. En sera-t-il ainsi indéfiniment ? C'est ce que nous aurons à voir.

CHAPITRE II

L'ACCIDENT

L'ouvrier accidenté qui réclamait à son patron des dommages-intérêts, devait, avant la loi de 1898, fournir quatre preuves pour les obtenir : 1^o Un contrat de travail existant entre eux ; 2^o Un accident à lui arrivé ; 3^o Pendant le travail pour lequel il était embauché ; 4^o Une faute du patron ayant causé ledit accident. Depuis cette loi, l'admission d'une demande de rente est subordonnée à quatre preuves aussi. Les deux premières sont les mêmes que précédemment : Un contrat de travail et un accident, mais il faut y ajouter : d'abord une entreprise assujettie à la loi de 1898 — preuve qui a beaucoup diminué d'importance par suite de l'extension donnée par la loi du 30 juin 1899 et par la loi du 12 avril 1906 — Enfin et surtout, la preuve d'un accident arrivé non plus seulement pendant le travail, mais « par le fait ou à l'occasion du travail », ce qui, comme nous le savons déjà et comme nous le verrons plus en détail, n'est pas la même chose ; certains accidents, arrivés pendant le travail, échappent à la loi de 1898 ; d'autres, arrivés en dehors du travail, sont considérés comme provenant de lui.

De même que sous le régime antérieur à 1898, c'était la preuve de la faute du patron qui était la plus difficile à fournir — car bien que les tribunaux fussent de plus en plus larges dans l'appréciation de la faute et, par conséquent, dans l'administration de la preuve, une question particulière, un problème nouveau, celui de l'élément quasi-délictuel, se posait dans chaque espèce ; — de même les plus grandes difficultés vont se trouver, sous le régime nouveau, dans la preuve à rapporter du lien de causalité reliant l'accident et ses suites au travail. Est-ce bien par le fait ou à l'occasion du travail que la victime a été mise dans un état permanent ou temporaire d'incapacité totale ou partielle ?

Ainsi que nous l'avons dit au début de l'introduction, c'est à l'étude de cette preuve surtout et à l'examen de ce que l'on entend par accident que nous allons nous attacher, en laissant complètement de côté les deux autres preuves de contrat de travail et d'assujettissement à la loi. Elles ont été examinées par d'autres, elles n'offrent pas grands obstacles dans l'application. Nous tiendrons pour constant au cours des explications qui vont suivre qu'un contrat de travail valable existe entre le patron et l'ouvrier au moment de l'accident, et que le travail, objet de ce contrat, est un de ceux que visent les lois sur les accidents, exception faite pour les accidents relevant de la loi du 30 juin 1899, pour lesquels il n'est pas besoin de prouver un lien direct entre le propriétaire du moteur inanimé et la victime d'un accident occasionné par l'emploi dudit moteur.

L'accident n'a pas été défini par la loi du 9 avril 1898. Il faut donc pour cela s'adresser à la doctrine ou aux tribunaux. Dans son rapport au congrès de Dusseldorf en 1900, M. Paulet disait :

« Par accident, il faut entendre seulement le résultat d'une action extérieure et soudaine en cours de travail. Ni la maladie professionnelle, conséquence lointaine des fatigues et des insalubrités du métier, ni, à plus forte raison, un accident survenu dans la vie individuelle de l'ouvrier, en dehors de sa vie industrielle, ne peuvent ouvrir droit à réparation dans les termes de la loi de 1898. »

L'Office Impérial allemand, chargé outre-Rhin, d'appliquer la législation relative aux accidents du travail, les comprend comme « un événement qui, portant atteinte à l'intégrité du corps humain, se produit d'un seul coup et se trouve nettement limité par un commencement et une fin. »

Nous trouvons chez M. Marestaing, qui a étudié *Les accidents du travail dans les divers pays* (1) cette formule plus claire et plus courte : « C'est une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une cause extérieure. »

Elle a été approuvée sans réserves par M. Sachet qui pourtant a cru devoir s'attacher à son tour à définir et l'a fait ainsi : « L'accident est un événement anormal, en général soudain ou tout au moins d'une

(1) Congrès international des accidents du travail (1889) (Rapport au

« durée courte et limitée, qui porte atteinte à l'inté-
« grité ou à la santé du corps humain. »

De ces deux formules on pourrait dire que l'une est objective, celle de M. Sachet, puisque pour cet auteur, l'accident est un événement extérieur, l'autre, subjective, celle de M. Marestaing, qui appelle accident une atteinte au corps humain. Au fond, que l'on parte de la cause ou de l'effet, de l'événement qui provoque ou de l'organisme qui est atteint, ces définitions ne diffèrent que par l'inversion de leurs éléments, et nous adoptons l'une et l'autre.

Seulement il faut bien remarquer que les termes de ces définitions doivent être compris dans un sens extrêmement large. Lorsque, dans le langage courant, on parle d'un accident, on entend presque toujours un événement grave, dramatique et dont les conséquences apparaissent immédiatement. C'est parfois la mort, quelquefois un membre arraché ou rompu, un organe lésé, une blessure qui met des muscles à nu ou occasionne une abondante hémorragie. L'accident du travail est malheureusement trop souvent cet accident-là, mais parfois néanmoins il est par rapport à ses conséquences très léger et peut même aller jusqu'à ne pas apparaître nettement en son origine. L'atteinte est comme sournoise, la cause extérieure à peine perceptible et ce n'est que lorsque la désorganisation de l'organisme va s'aggravant que l'on recherche la cause des phénomènes d'altération constatés. On applique les connaissances expérimentales de la médecine, on conclut à un accident qui a dû ainsi se

produire, puisque l'on observe tels symptômes, mais qui, pour la victime elle-même, avait passé inaperçu. On reconstitue pour ainsi dire artificiellement l'accident.

Néanmoins, quelque atténuées que puissent être les origines d'un accident, si peu manifeste que soit sa cause, il faut qu'on puisse les reconnaître, ne fût-ce que par raisonnement. Si au contraire, on est obligé de convenir que ces manifestations de désorganisation n'ont pas pour origine une cause extérieure, ou que cette cause extérieure n'a pas agi soudainement et violemment, nous n'avons pas à rechercher si cet état est ou non la conséquence du travail, puisqu'il n'y a pas là à proprement parler et conformément à notre définition, un accident.

De là cette conséquence que les débats parlementaires du 29 octobre 1897 avaient mis en pleine clarté, que les états morbides dûs non à un événement précis-facile à situer et à délimiter dans le temps, mais à l'exercice continu, régulier d'une profession, ne peuvent être rangés parmi les accidents du travail, tels que les a compris la loi de 1898.

Qu'il s'agisse des empoisonnements ou des brûlures que peuvent causer certaines substances nocives ou caustiques comme le blanc de céruse, qui occasionne les coliques de plomb des peintres, plâtriers, et qui a été depuis si longtemps l'objet d'attaques justifiées et de demandes parlementaires tendant à en interdire l'usage ; comme le phosphore, qui amène des nécroses plus ou moins graves chez les ouvriers allumettiers,

entre autres ; comme le mercure, auteur du « tremblement » des ouvriers miroitiers ; comme d'autres encore, tels que l'acide sulfurique, les teintures, la chaux, les scories ou les poussières ; qu'il s'agisse des conditions particulières dans lesquelles s'effectue le travail : L'atelier a une ventilation violente qui peut amener et amène des refroidissements, des bronchites et des pneumonies. Les puits d'extraction sont humides. La profondeur à laquelle travaille un scaphandrier nécessite une forte compression de l'air qu'on lui envoie, elle cause des perturbations de l'organisme. ou encore le lieu du travail est particulièrement exposé à la chaleur ou au froid.

Dans toutes ces hypothèses, il n'y a pas d'événement anormal, d'action soudaine et violente, partant pas d'accident de travail.

Est-ce à dire que les ouvriers des professions les plus continûment dangereuses seront toujours privés du bénéfice de la loi, sauf lorsqu'ils se casseront un bras ou se donneront une entorse ? Non. La maladie professionnelle devient un accident du travail, dès que, conformément à nos définitions, on peut trouver à son origine une désorganisation brusque, un fait court et précis qui l'a précipitée, qui l'a déclanchée qui est le point de départ discernable entre un état de santé et un état morbide.

C'est ce principe qui est appliqué par les tribunaux français ou l'Office Impérial, pour accorder ou refuser le bénéfice de la législation sur les accidents du travail

Le tribunal allemand a décidé que l'ouvrier, atteint

d'un eczéma, n'est pas recevable dans sa demande d'indemnité, si cette maladie provient uniquement des manipulations *continues* d'alcool dénaturé auxquelles l'astreignent sa profession. (1)

La Cour de Grenoble (25 janvier 1907, Gaz. Pal. 1907. 1. 329) a pareillement débouté un autre ouvrier teinturier dont la dermatite de la main n'avait d'autre cause que l'usage journalier des substances caustiques employées dans cette profession.

Au contraire, l'absorption brusque, la brûlure, la destruction ou l'inflammation subite d'un tissu font apparaître ce caractère d'aggravation soudaine que visent les législations allemandes ou françaises. Ainsi encore, une plaie, même très légère et imputable à d'autres causes qu'au travail, si elle est contaminée par les substances employées dans l'industrie à laquelle appartient la victime, doit être considérée comme accident et non comme maladie professionnelle, car il y a « introduction soudaine d'une substance nocive dans le corps » (*Off. Imp.* 1886, *Aml. Wacht*, 1886, p. 251, n° 213).

De même la Cour de cassation, ayant à se prononcer sur un cas de contamination d'un tanneur qui avait à l'usine, manipulé des peaux d'animaux, atteints d'une affection charbonneuse, déclara le 3 nov. 1903 (S. 1905. 1. 271) :

« Attendu que si la loi de 1898 ne s'applique pas aux
« maladies professionnelles auxquelles on ne saurait

(1) Office impérial. 8 février 1897. *Entsch der Reichsvers* XI, p. 137.

« assigner une origine et une date déterminées et qui
« ne sont que la conséquence de l'exercice habituel
« d'une certaine industrie; il en est autrement des affec-
« tions pathologiques accidentelles qui, bien que con-
« tractées dans l'accomplissement d'un travail indus-
« triel, prennent leur origine et leur cause dans un fait
« déterminé ne rentrant pas dans les conditions nor-
« males de l'exercice de ce travail... »

Ce qui est du reste en accord complet avec une théorie jurisprudentielle fort importante qui sera ultérieurement étudiée, lorsque nous examinerons les diathèses et maladies à processus lent et leurs rapports avec les accidents du travail. Cette théorie, que l'on appelle « du coup de fouet » (terme qui n'a rien de commun avec l'affection musculaire de ce nom) est arrivée depuis une année à peine à son entier développement. Elle peut s'exposer ainsi : Est accident du travail toute aggravation anormale d'une maladie à évolution lente, provoquée par le travail (fait ou occasion) quand bien même l'ouvrier était susceptible d'arriver plus ou moins tôt au même état par le seul fait de la maladie.

C'est pourquoi une maladie professionnelle dont la gravité serait augmentée ou le processus activé par un fait dont l'importance, nulle chez un sujet sain ou employé à d'autres travaux, est hors de proportions avec ses conséquences, devrait, à notre avis, être cependant considéré comme accident du travail, car il y a là l'élément de soudaineté dont parlaient nos définitions de l'accident.

Il en serait autrement, si l'on se trouvait en présence d'un sujet prédisposé à certains accidents, ou par son tempérament propre (apoplexie, insolation) ou par une altération naturelle de l'organisme (affections cardiaques, diathèses) ou parce que les organes qui en sont le siège sont congénitalement faibles (hernies, affections des testicules, coups de fouet, ruptures musculaires, varices, phlébites). Il ne s'agit pas dans ce cas, d'un terrain préparé par le travail. Et pour cela, nous estimons qu'il est alors nécessaire que l'accident présente une gravité plus grande qu'en matière de maladies professionnelles.

Nous ne nous étendrons pas sur ces divers cas qui n'offrent, au point de vue où nous nous sommes placés dans ce sujet, aucun intérêt. Le principe juridique n'est pas douteux. L'accident a-t-il pour seule cause une prédisposition de l'ouvrier? il n'y a pas lieu à application de la loi de 1898, ce n'est pas le fait du travail ni sa faute. Est-il arrivé à un sujet sain? c'est le travail qui en est responsable. La solution, en ces matières, appartient non au juge, mais au médecin qui doit décider quasi-souverainement si, dans chacun des cas qui lui sont soumis, le travail et ses circonstances ont amené des incapacités que d'autres occupations n'auraient pas produites. Un seul point, peut-être, pourrait relever d'une telle étude, c'est lorsque le médecin hésite à formuler une opinion précise et à conclure formellement; nous le traiterons au chapitre de la preuve.

CHAPITRE III

LE FAIT DU TRAVAIL

Maintenant que nous avons éclairci et précisé ce que l'on doit entendre en notre matière par accident, nous pouvons entrer dans l'étude de sa survenance par le fait ou à l'occasion du travail, ainsi que dit l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898. Nous avons déjà montré dans l'étude des travaux législatifs quand avait pris naissance cette formule — le 10 juin 1893, — comment la Chambre et le Sénat s'étaient trouvés en conflit sur les conjonctions « ou » et « et », puis comment la première avait fini par l'emporter. Il nous reste maintenant à rechercher de quelle manière les divers tribunaux et la Cour de Cassation ont entendu ces mots et appliqué la loi.

Il faut arriver au 17 février 1902 (1) pour trouver un arrêt de principe de la Cour de Cassation, chambre civile. D'autres ont été ensuite rendus (23 février 1902, 23 avril 1902, 8 juillet 1903), qui ont appliqué les mêmes principes.

Il s'agissait de savoir si l'expression « fait du travail » devait s'entendre dans un sens restrictif, ainsi que le prétendaient les patrons ou leurs assureurs,

(1) D. P. 1902. 1.273.

s'il ne pouvait s'agir que d'un accident occasionné à l'ouvrier par ses instruments personnels, par l'outillage ou la force motrice dont il use pour accomplir le travail qui lui est imparti, mais non par les outils, les machines ou les matériaux qui l'entourent, mais ne font pas partie, si je puis dire, de son domaine de travail.

Certains rédacteurs d'amendements dont nous avons parlé auraient voulu que la loi fit cette spécification. Les Chambres ne les écoutèrent pas et, de bonne heure, considérèrent l'industrie comme une sorte d'entité, comme un ensemble de tous les moyens de production, de toutes les matières à mettre ou mises en œuvre, de tous les bâtiments, locaux ou lieux où elle s'exerce, comme une ambiance qui enveloppe l'ouvrier et le menace de toutes parts.

Ce serait comprendre le travail d'une façon trop étroite que de le limiter au seul emploi d'un rabot ou d'un tour et de prétendre qu'il cesse dès que l'ouvrier interrompt, ne fût-ce que pour quelques secondes, sa besogne. L'arrêt du manoeuvrier ne fait pas disparaître le risque : le tour continue à tourner, la lime est sur l'établi ou à terre et l'accident est toujours proche, plus proche peut-être que pendant le travail, car l'attention est distraite.

C'est par ces préoccupations que la Chambre civile était guidée, lorsqu'elle déclara :

« Que l'on doit considérer comme survenu par le
« fait du travail tout accident causé par l'outillage ou
« par les forces qui l'actionnent et arrivé dans les lieux

« et pendant le temps où l'ouvrier victime était soumis
« à cette direction (la direction du chef d'entreprise).

« Que le risque professionnel... n'est pas inhérent
« seulement à la besogne assignée à chaque ouvrier,
« mais encore à l'ensemble des moyens mis en œuvre
« dans l'industrie pour atteindre une production dé-
« terminée.

« Qu'on ne saurait comprendre que l'ouvrier, blessé
« par l'un des engins de l'entreprise, perdît tout droit
« à indemnité parce qu'il aurait un instant cessé de
« travailler. »

Ainsi donc voilà les trois éléments indispensables pour qu'un accident arrive par le fait du travail.

A) Il faut que l'ouvrier et l'employé soient sur les lieux où le patron commande et dirige l'activité que ceux-ci mettent à son service. L'exemple le plus simple est celui de l'ouvrier usinier qui, chaque matin, franchit le seuil de l'usine; dès qu'il a pénétré dans l'enceinte, il se trouve sur le lieu de son travail, et non pas seulement lorsqu'il sera à son tour ou à son four.

Mais il n'y a pas que ce lieu de travail. Dans la seule énumération de l'article 1 de la loi de 1898, nous trouvons en effet comme entreprises assujetties, en dehors de l'industrie du bâtiment, des usines, manufactures, chantiers, des magasins publics, des mines, minières et carrières, dont la délimitation territoriale peut se faire avec précision, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement. La loi du 30 juin 1899 régit les machines agricoles

mûes par un moteur inanimé, pour lesquelles le lieu d'usage est variable. La loi du 12 avril 1906, qui a étendu à toutes les exploitations commerciales la loi sur les accidents du travail, s'applique à des professions qui n'ont pas de lieu d'exercice précis et fixe. Un certain nombre d'employés ne sont jamais dans ce que l'on pourrait appeler l'établissement principal ou le siège social, les lieux où se trouve le patron directeur, le centre du commerce ou de l'industrie. Mais, par une sorte de fiction, on admet alors que le lieu du travail se déplace avec les instruments de travail ou avec l'individu chargé du travail et que si un accident lui arrive, pendant qu'il accomplit la tâche pour laquelle il était engagé ou qui lui était commandée, cet accident arrive sur le lieu du travail.

B) Il faut en second lieu que ce soit « pendant le temps » du travail et les observations que nous avons faites sur les lieux s'appliquent pareillement au temps : Aucune difficulté à préciser le temps lorsque sur le chantier, à l'usine ou au magasin, une cloche ou une horloge sonne le commencement et marquent la fin du travail. Mais, s'il s'agit d'ouvriers ou d'employés qui ont un travail donné à exécuter et qu'ils le remplissent au loin et sans contrôle, nous dirons, comme nous avons dit pour les lieux, que le temps commence à l'instant où les ouvriers et employés entreprennent ce travail, qu'il s'agisse d'un serrurier qui place un gond ou d'un commis-voyageur qui sollicite des commandes, et qu'il se termine avec le travail.

C) Reste enfin le troisième élément exigé par la Cour de Cassation : l'outillage ou les forces qui l'actionnent. Ce sont les machines, ce sont les outils, ce sont tous les instruments qui servent à l'exécution de la tâche, ce sont les moteurs inanimés et les chevaux des voituriers. Ces outils, ces instruments peuvent varier à l'infini et avec chaque profession, c'est la locomotive sur un chemin de fer et c'est l'aiguille dans un atelier de couture, c'est la marteau-pilon de la grande métallurgie ou l'escabeau de l'épicier au détail. Et il n'est pas nécessaire que ces outils soient ceux mêmes de l'ouvrier blessé. Peu importe que celui-ci n'en ait jamais usé. Il suffit qu'ils appartiennent à l'exploitation, qu'ils servent à ceux qui entourent notre victime. Ils ont contribué à rendre dangereux leur voisinage, ils recélaient de l'accident en puissance ; on ne distinguera pas, lorsque le malheur arrivera, si c'est au préjudice de l'employeur des outils ou de son voisin ou d'un autre ouvrier passant par hasard.

Tel est l'avis de la Cour de Cassation (8 juillet 1903, D. P. 1903. I. 510) :

« Attendu en effet, d'une part, que le risque professionnel mis par la loi du 9 avril 1898 à la charge
« de certains chefs d'entreprise n'est pas inhérent seulement à la besogne assignée à chaque ouvrier, mais
« encore à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans
« l'entreprise pour atteindre une production déterminée ; attendu, d'autre part, que l'obligation pour
« le chef d'entreprise d'assurer la sécurité de ses ouvriers ne cesse que là où son autorité prend fin... »

C'est l'ensemble de ces moyens d'exploitation qui est la cause du plus grand nombre des accidents du travail, c'est lui qui a attiré l'attention sur le risque particulier qu'il fait courir à ceux qui lui sont attachés. C'est pour lui que la loi fut primitivement conçue. Lui seul dans les conditions de temps et de lieu indiquées, occasionne l'accident, par « le fait du travail. »

Cet accident-là, c'est à proprement parler le cas fortuit, parfois aussi l'imprudence de l'ouvrier, c'est en tout cas, à notre avis, uniquement ce que l'on a entendu tout d'abord par le risque professionnel dont M. Charpentier disait le 26 octobre 1897 : « chacun sait ce que cela veut dire et les travailleurs surtout le savent mieux que personne ; l'ouvrier n'est plus pour ainsi dire, maître de prendre dans l'exercice de son travail, telles ou telles précautions, si minimes soient-elles, pour se garantir des accidents. »

Les trois éléments de temps, de lieu et de matériel y sont indispensables. Mais ils doivent être entendus strictement et lorsqu'ils ne se rencontrent pas tous trois, la loi pourra bien sans doute s'appliquer et garantir un ouvrier des conséquences d'un accident, seulement ce sera non plus comme étant le fait du travail, mais parce qu'occasionné par le travail.

CHAPITRE IV

LE TEMPS ET LE LIEU

On a une tendance très marquée soit dans les discussions théoriques, soit même dans les applications jurisprudentielle, à considérer comme synonymes ou du moins comme inséparables ces deux termes : « par le fait ou à l'occasion du travail », alors qu'il y a cependant une différence fondamentale. Dans les accidents survenus à l'occasion du travail, le matériel et les instruments de la profession ne sont pas, comme dans ceux qui sont le fait du travail, les auteurs du dommage. La cause peut être quelconque, on ne lui demande qu'une qualité, c'est qu'elle se rattache elle-même par un lien de causalité au travail. De sorte que des trois éléments que nous avons rencontrés dans « le fait du travail », matériel, temps et lieu, nous n'en avons plus ici que deux à considérer : temps et lieu, qui peuvent tantôt être réunis, tantôt exister indépendamment et séparément, tantôt enfin ne se rencontrer ni l'un, ni l'autre.

Dans les accidents arrivés en temps et lieu, non par le fait du matériel, mais à l'occasion du travail, il convient de ranger tout d'abord tous ceux qui ne sem-

blent que des accidents ordinaires, tels que le premier venu peut en avoir au cours d'une vie normale, des accidents qui pourraient arriver aussi facilement chez soi ou sur la voie publique que dans une usine ou au service d'un commerçant ou d'un agriculteur.

C'est par exemple une chute par un ouvrier dans une cour de l'usine, dans un local commercial par un employé ou dans la rue, par un voiturier ou un commis-voyageur. Je prends à dessein ces exemples parce qu'ils ont été donnés par M. Gastelier, lors de la discussion de la loi, comme types d'accidents auxquels la loi devait être inapplicable. Voici en effet ce qu'il disait le 22 mai 1888 (Déb. parl., 1888, p. 471), ne croyant pas qu'il fût possible de faire payer à un patron, à un chef d'entreprise, une indemnité pour des accidents causés par tout autre motif que le travail lui-même.

« Je crois de toute justice, de toute équité, qu'il est
« impossible, à mon avis, d'accorder une indemnité,
« par exemple, à des gens qui ne seront jamais en
« contact avec le moteur, qui travaillent dans des
« parties éloignées de l'établissement agricole, de
« l'usine, qui n'auront pas de rapports avec lui.
« Parce qu'il y a un moteur dans l'usine, vous voulez
« absolument qu'elles aient droit à l'indemnité ».

Il développe de nouveau le 26 juin de la même année cette argumentation dans la forme que nous avons relatée dans notre chapitre sur la discussion parlementaire, mais s'il parvint à faire admettre plus tard sa formule « par le fait du travail », on lui adjoignit le

correctif « à l'occasion » et la jurisprudence n'a jamais varié : tout accident arrivé sur les lieux et pendant le travail, si l'on prouve qu'il se rattache à ce dernier, donné droit aux indemnités de la loi de 1898.

Il n'est pas nécessaire que l'accident soit en corrélation directe avec la tâche assignée à l'ouvrier, pourvu que l'on puisse percevoir un lieu de causalité. C'est ainsi que la Cour suprême, le 8 décembre 1909 (Gaz. Trib., 11 décembre 1909) a fait bénéficier de la loi sur les accidents un ouvrier vitrier, tombé par la fenêtre, en se penchant imprudemment avant de commencer son travail. De même encore cet ouvrier dégraisseur de cornues qui, travaillant dans une salle dont l'atmosphère est étouffante, s'approche pour respirer, d'une des fenêtres de l'atelier et fait, sur le sol de la cour, une chute (Cour d'appel Paris, 26 février 1907). L'aggravation due au travail apparaît pareillement dans cette méprise mortelle d'un cuisinier qui absorba un liquide corrosif dont on avait rempli à son insu une bouteille semblable à celle qui contenait sa boisson habituelle. Un contremaître venait faire la paie sur un chantier ; il est l'objet d'une agression d'individus voulant s'emparer des fonds dont il était porteur ; c'est à bon droit que le tribunal a reconnu comme imputable au travail les blessures que ces voleurs lui avaient faites (Trib. civ. Seine, 7 février 1905. — Rec. acc. tr. min. com., VI. p. 38).

Faisons une place à part à l'accident arrivé à un ouvrier nettoyant dans la cour de l'usine une bicyclette qui lui appartenait et dont il ne se servait que

pour faire des courses pour son patron. — Nous rencontrons ici un élément nouveau, entièrement subjectif. Pour que l'on puisse établir un lieu de connexité entre l'accident et le travail de la victime, on doit supposer que le patron connaissait la manière d'agir de son employé, qu'il y consentait tacitement ou expressément à raison des avantages qu'il y trouvait, et, dans l'espèce ci-dessus, qu'il tolérait puisqu'on usait d'une bicyclette à son service, qu'on la nettoyait chez lui. Nous devons voir là comme une convention tacite qui donne à cet ouvrier une situation aussi régulière que si la bicyclette appartenait non à lui, mais au patron et qu'elle fit partie du matériel de l'exploitation. Qui, du reste, a songé à prétendre que les terrassiers, auxquels, selon l'usage de quelques corporations, appartiennent leurs instruments de travail (pelle ou pioche) ne bénéficieraient pas de la loi de 1898, s'ils se blessaient en les réparant au cours du travail.

Seulement il faut bien reconnaître, comme déjà nous l'avons fait, que si ces décisions sont conformes à l'équité et à ce qui nous apparaît à nous comme le sens véritable de la loi, plusieurs d'entre elles n'étaient pas prévues par le législateur, ou l'étaient autrement que n'en ont décidé les tribunaux : on ne visa ces espèces au cours des travaux préparatoires que pour demander leur exclusion du bénéfice de la loi. Non pas peut-être la mort d'un garde-barrière, causée par une apoplexie foudroyante, consécutive à l'émotion violente qu'il éprouva du fait d'une automobile qui le

frôla à toute vitesse, alors qu'il fermait les barrières dont il avait la garde (Bordeaux, 23 avril 1907. Rec. acc. tr. min. com., VIII, p. 82), mais tous les cas où, sur les lieux et dans le temps du travail, un ouvrier ou employé est blessé par la fait d'un tiers.

On ne peut avoir beaucoup d'hésitation lorsque l'accident est amené directement par le travail (contremaître payeur ou cocher, victime d'une agression au cours d'une discussion relative au paiement du prix d'une course (Trib. civ. Seine, 6 juin 1905, D. P. 1906.5.5). C'est l'accomplissement même de la tâche qui a provoqué le fait dommageable.

Mais que décider, lorsqu'il s'agit d'accidents qui ne sont pas arrivés pour un motif de travail, mais simplement par le fait personnel d'ouvriers travaillant aux côtés de la victime, à la suite d'une dispute ou de plaisanteries, ou même qui proviennent de personnes totalement étrangères à l'exploitation, sans qu'on puisse de prime abord trouver d'autres motifs pour demander application de notre loi que le fait que l'accident est arrivé sur le lieu et dans le temps du travail? Ou encore, que dire lorsque pendant ce temps ou dans ces lieux, l'ouvrier se distrait volontairement de son travail pendant un moment plus ou moins long et est blessé tandis qu'il exécute une prestation étrangère à sa profession?

Tout d'abord pour les accidents du fait des compagnons de travail, il peut arriver que la victime n'ait pas abandonné ses occupations et que ce soit seulement l'auteur de l'accident qui ait quitté les siennes

pour muser ou plaisanter. La jurisprudence fait toujours droit à ces demandes d'indemnités. Ainsi a notamment jugé la Cour de Cassation le 23 avril 1902 (D. P. 1902.1.273) à propos d'un ouvrier travaillant à sa place dans l'atelier et blessé par un projectile lancé par un autre ouvrier travaillant à côté. Ainsi encore pour un ouvrier blessé au moment où il était occupé à nettoyer le tour où il travaillait habituellement. Sa jambe droite se trouvait placée sur la pédale de ce tour ; un ouvrier voisin passa à côté de lui en brandissant un instrument tranchant, glissa sur le sol et lui enfonça cet instrument dans la jambe. (Paris, 14 nov. 1902, sous Req. 18 avril, 1904. D. P. 1906. 1.102.

Le motif de ces décisions est que le patron, en réunissant dans l'intérêt de son industrie plusieurs hommes, doit supporter les conséquences de cette réunion par le seul fait qu'elle lui est profitable, à supposer même que sa responsabilité ne puisse découler — aussi bien que de ce risque qu'il crée — d'un quasi-délit, étant tenu d'assurer l'ordre dans ses ateliers ou chantiers et parmi ceux qu'il a sous sa direction et sa dépendance.

Lorsqu'il s'agit de victimes non plus au travail, mais qui l'ont momentanément abandonné pour répondre à une excitation d'un camarade et mettre fin à une plaisanterie, la Cour de cassation accorde les indemnités légales ; car, disait-elle, dans un cas de chute mortelle, faite à la poursuite d'un camarade qui avait enlevé la coiffure de son voisin :

« Le travail a mis les deux ouvriers en contact et a

« été l'occasion de la plaisanterie et par suite de l'accident ; et le chef d'industrie n'échapperait à la responsabilité que ces constatations font peser sur lui que s'il était établi que l'accident s'est produit hors du lieu du travail ou de ses dépendances ». (8 juillet 1903) (1).

Mais il faut d'après cette juridiction, que la victime soit pour ainsi dire entraînée, qu'elle quitte son travail « *invitus* » comme disaient les Latins ; au cas contraire, l'application de la loi est refusée. Ainsi en a-t-il été notamment pour un ouvrier blessé à l'œil par une boule de terre lancée par un autre, en réponse à une poignée de mastic qu'il lui avait jetée lui-même en plaisantant (Nancy, 27 février 1901 D. P. 1901. 2. 310); pour un employé qui se cassa la jambe en tombant sur le sol dans une lutte qu'il avait eue par plaisanterie avec un compagnon de travail, l'Office Impérial statua dans le même sens (2).

Dernier exemple : un ouvrier jouait, le travail interrompu, à lancer des déchets de plomb à ses camarades. L'un le poursuivit. Il se réfugia au premier étage, traversa un petit cabinet, se suspendit à une passerelle pour sauter dans la cour et tomba sur la porte ouverte de l'écurie. La Chambre des requêtes a statué ainsi : (1^{er} août 1906 D. P. 1908.1. 218.)

« Attendu que pour repousser la demande d'indemnité formée par B... le juge du fond a déclaré à bon

(1) *Rec. acc. tr.*, 1093, p. 248.

(2) *Off. Imp.* 1888. *Handbuch der Unfall*, p. 37.

« droit qu'il n'y avait dans ces circonstances aucune
« relation de cause à effet entre l'accident dont B...
« avait été la victime et le travail dont il était chargé ;
« qu'il est constant en effet que l'accident ne s'est
« produit ni sur le lieu, ni dans le temps du travail, ni
« par l'outillage de l'établissement de R... »

Nous estimons pourtant quant à nous que ces accidents sont bien arrivés sur le lieu du travail, pris au sens large de la Cour de Cassation elle-même (arrêt du 8 juillet 1903, cité plus haut) et à l'occasion du travail, non sans doute du travail particulier auquel se livraient les ouvriers dont nous venons de parler, mais du travail industriel en général. Et c'est de cette idée que l'on ne s'aperçoit peut-être pas assez, bien que dans les premières espèces que nous avons citées (abandon provoqué) elle apparaisse confusément.

Il ne s'agit pas là d'un risque professionnel, de la création d'un danger par une industrie donnée, mais du risque que l'homme fait courir à l'homme, risque qui existe dès qu'il y a réunion de plusieurs individus, peu importe pour quelle cause, danger provenant non du travail, mais de notre tempéramment spécifique, de la nature humaine. Le patron qui provoque ces agglomérations doit en supporter les conséquences, car c'est dans son intérêt qu'il le fait et il en tire le bénéfice.

« Attendu que lorsqu'un accident est survenu à
« l'heure et au lieu du travail, il n'est pas nécessaire
« pour qu'il soit à la charge du chef de l'entreprise,
« qu'il soit en corrélation étroite avec la tâche assignée à l'ouvrier qui en a été victime ; qu'il suffit que

« le travail en eût été l'occasion », disait l'arrêt ci-dessus rapporté du 8 juillet 1903.

Cette argumentation extrêmement logique peut s'appliquer aussi bien au cas où la plaisanterie a été imaginée par la victime qu'au cas où elle a été subie par lui, et elle devrait suffire à faire admettre l'accident du travail sans que l'on ait même à envisager si le travail en a aggravé les circonstances. Et l'on éviterait ainsi les subtilités un peu casuistes de ce tribunal qui, tout récemment, a ordonné une enquête gravement pour savoir si un contremaître qui donne un coup de pied à son fils, employé dans la même industrie et sous ses ordres, tombe et se blesse, a agi comme père ou comme ouvrier, si le refus d'obéissance qui motiva le geste funeste, émanait du fils ou de l'employé. Si ce coup de pied était destiné à assurer la bonne exécution du travail, c'est le droit à l'indemnité !

Tous ces exemples que nous venons de donner se rapportent à des personnes sur lesquelles le chef d'industrie a autorité, entre lesquelles il doit maintenir l'harmonie. Mais que penser si l'accident arrive du fait d'une personne ou d'une chose étrangères à l'établissement et sans que le travail soit, comme dans l'exemple du contremaître payeur, le mobile de l'acte dommageable. — Un enfant joue dans la rue avec une toupie. Un faux mouvement et le jouet, passant par-dessus le mur ou par la fenêtre d'une usine, vient blesser un des ouvriers, lui crever l'œil. En quoi le patron peut-il être responsable de cet événement, totalement étranger à son industrie, imprévisible,

inéluctable, assez analogue par ce caractère de nécessité, à la force majeure. Le travail n'en a pas aggravé les effets. Où prendre une base de responsabilité? Car la Cour de Cassation a admis cette responsabilité. (1^{er} août 1906, D. P. 1908.1.228).

« Attendu que tout accident, survenu à l'heure et au
« lieu du travail, doit être considéré comme arrivé à
« l'occasion du travail et donne droit à l'ouvrier
« qui en est la victime à une indemnité à la charge
« du chef de l'entreprise assujettie ; que celui-ci n'est
« pas exonéré de sa responsabilité par ce fait que
« l'auteur de l'accident est un tiers étranger à
« l'entreprise... »

Nous la découvrons dans ce fait que c'est pour le travail que l'ouvrier blessé se trouve à l'usine, que sans le travail, il n'aurait pas été victime d'un accident, dont la cause primordiale est sa présence en ces lieux. Cette considération suffit sans qu'il y ait à rechercher si l'événement était imprévisible ou s'il pouvait être évité par des mesures de protection appropriées, que ce soit à un charretier sur la route, à un manoeuvre sur un chantier, la solution reste la même. Le patron doit être tenu des conséquences de cet événement, sauf son recours contre le tiers responsable de l'accident.

Et nous estimons qu'en statuant comme elle l'a fait, la Cour de Cassation a vu bien plus juste que l'Office Impérial qui refusa le bénéfice de la loi allemande à un ouvrier mordu dans la cour de la fabrique par un chien étranger à l'exploitation (10 novembre

1098, *Hand.*, p. 68). Car il y avait plus que le fait du travail, une sorte de quasi-délit, dans cette circonstance que le patron ou ses préposés avaient si mal surveillé l'accès des lieux du travail que le chien avait pu y pénétrer.

Reste maintenant à examiner le cas des ouvriers qui abandonnent momentanément leur travail pour en exécuter un autre ou rendre un service et qui sont blessés par le matériel professionnel. Là encore l'hésitation n'est pas possible, là encore il y a bien aggravation par le travail, ses conditions et ses instruments. Le fait de prêter assistance à son prochain est un acte humainement naturel que l'on ne peut reprocher à quelqu'un et qui par conséquent ne peut servir à un tribunal pour décider que la victime est intentionnellement sortie du lieu et du temps du travail.

La Cour d'Aix (3 janvier 1903) (1) jugea le contraire :

« Attendu qu'il résulte des déclarations même de
« P... que c'est en voulant porter secours à l'impru-
« dent bicycliste, cause involontaire de l'accident,
« qu'il a été projeté sous la roue de charrette.

« Que c'est donc à tort que les premiers juges ont
« supposé qu'en intervenant, P... avait voulu soit se
« protéger lui-même, soit protéger son attelage ;

« Que dans ces conditions, et quelque regrettable
« qu'il soit, l'accident dont il s'agit ne peut tomber
« sous le coup de la loi du 9 avril 1898 ».

Mais la Cour de Cassation à qui peu après fut déféré un arrêt identique, le cassa, confirmant et développant

(1) *Rec. acc. tr.*, p. 152.

théorie qu'elle avait exposée le 23 avril 1902. — Voici cet arrêt qui est du 4 août 1903 (S. 1904. 1.440) :

« Attendu cependant que ledit arrêt a rejeté la
« demande d'indemnité formée contre F... par H...
« qui se prétend atteint d'une incapacité permanente
« et partielle, par ce motif que ce dernier n'aurait
« sauté de sa charrette que pour rendre service à un
« tiers et non dans le seul but de produire le travail
« convenu dans le contrat intervenu avec le patron.

« Mais attendu que lorsque l'accident est survenu
« par le fait et à l'occasion du travail, la responsabi-
« lité du chef de l'entreprise n'est dégagée que dans
« le cas où la victime a intentionnellement provoqué
« ledit accident ».

Telle est la doctrine qui depuis a constamment prévalu. Elle n'est pas seulement vraie juridiquement, mais équitable et humaine, ce qui est mieux. C'est sur elle que nous clorons ce chapitre.

CHAPITRE V

HORS DU TEMPS ET DES LIEUX

Dans les explications que nous avons données et dans les espèces sur lesquelles nous avons raisonné, aucune difficulté, aucune discussion sérieuse ne s'élevait en ce qui concernait le lieu et le temps du travail, et la seule question était de savoir s'il y avait un rapport de causalité entre le travail et l'accident. Mais il peut arriver que le lieu ne soit pas celui où l'ouvrier et l'employé ont à exécuter leur tâche habituelle, que le temps du travail ne soit pas encore arrivé, ou qu'il ait pris fin, ou qu'il soit simplement suspendu ; peut-être même un accident advient-il sans que l'on puisse dire que c'est sur le lieu et à l'heure du travail.

Le temps du travail est celui pendant lequel le travail est exécuté. S'il s'agit d'un ouvrier travaillant en atelier ou sur un chantier, il est facile à délimiter ; il part d'une heure fixe pour se terminer à telle autre, coupé par des suspensions dont la disposition appartient à des ouvriers. Au contraire, s'il s'agit d'employés dont le travail est hors la surveillance effective du patron, le temps commence avec le travail et se

termine avec lui, quels que soient les lieux où son exécution puisse entraîner celui qui en est chargé : je pense notamment aux voituriers et aux voyageurs de commerce.

En ce qui concerne le temps du travail dans les usines, les suspensions pour repos ne font pas cesser la responsabilité incombant au patron du chef de l'outillage ; le risque en effet reste toujours le même, et si un accident se produit, l'employeur sera tenu de le réparer, sous réserves bien entendu de l'application de l'article 20 de la loi de 1898.

A notre avis, la responsabilité du patron ne saurait être déniée, même s'il ne s'agissait que d'un accident de la vie normale, comme d'un chute en un endroit quelconque de l'usine. Et nous avons pour nous l'autorité de l'Office Impérial qui indemnisa un tailleur de pierres, lequel s'était cassé la jambe en traversant la cour pendant la pause de midi (1).

Et pourtant les tribunaux français lorsqu'il s'agit d'actes de caprice ou inutiles à l'exploitation pendant ces suspensions, refusent sans distinction l'application de la loi. Ils ont refusé notamment lorsque l'ouvrier a touché à des fils conducteurs d'énergie ou qu'il s'est fait broyer un membre par une machine, (2) lorsqu'en allant chercher une cigarette oubliée au bord de la fosse où il travaillait, il est tombé au fond (3).

(1) *Off. Imp. Hand. der Unf.*, p. 45.

(2) Brives, 13 mai 1900. D. P. 1901. 2. 181. Le Havre, 9 mai 1901. D. P. 1901. 2. 310.

(3) Pontoise, 21 mars 1900. Rec. min. comm., p. 260.

Un ouvrier blesse son voisin avec une arme à feu dans le local affecté au repos. La Cour de Lyon ne reconnaît pas les caractères de l'accident du travail (18 mars 1901. *P. fr.* 1902.2.74).

« Attendu que si T... et E... étaient momentanément réunis dans un local de la Compagnie des Houillères dont ils étaient les ouvriers, ils n'ont été exposés ni l'un ni l'autre par le fait de cette réunion, soit à faire naître un risque professionnel, soit à en subir les conséquences et qu'ils ne sont devenus, l'un l'auteur involontaire, l'autre la victime d'un accident que par suite d'une opération toute particulière, toute personnelle et sans aucun rapport avec le travail ».

Ces solutions, dont les dernières ont paru trop rigoureuses à quelques auteurs, ne nous satisfont pas. Il est certain que même pendant les suspensions, les ouvriers qui restent sur le chantier sont exposés aux dangers de l'exploitation ; le patron a en conséquence un devoir de surveillance à remplir ; à un degré moindre, mais réel cependant, ses employés sont encore sous sa direction et leur sécurité est, au même titre que pendant le travail, une obligation. S'ils touchent un appareil dangereux, c'est sans doute par étourderie, mais c'est aussi par faiblesse humaine et par l'accoutumance que le voisinage leur en a donné. L'outillage est donc responsable de l'accident. S'ils sont blessés par un camarade, auquel on a laissé introduire dans l'usine une arme à feu, c'est à cause d'un voisinage qu'ils ont dû subir ; le travail en est bien l'occasion.

Dites, si vous le voulez, que dans certains cas, il y a faute inexcusable et qu'il convient de réduire la rente dans les termes de l'art. 20. Ce n'est que juste. L'ouvrier qui est électrocuté par un fil qui se brise est plus intéressant que celui qui va s'y suspendre. Mais il y a tout de même dans l'un et l'autre cas un accident qui, sans le travail, ne serait pas advenu.

Reste à savoir que décider pour les voyageurs de commerce, les employés chargés d'aller effectuer des approvisionnements ou pressentir des clients, sans qu'ils aient d'autres indications qu'un programme général et des limites extrêmes de temps.

L'accident du travail se reconnaîtra à ce que ceux-ci accomplissaient leur besogne ; mais à raison de l'indépendance dont ils jouissaient, de la difficulté de démêler quels actes sont accomplis en vue du travail et ceux qu'ils font comme pour leur compte personnel, la jurisprudence est assez stricte(1). Elle admet bien que le voyageur qui s'est cassé la jambe chez un client où il se trouvait pour affaires, puisse réclamer le bénéfice de la loi du 30 juin 1906, elle se refuse à lui conférer le même avantage s'il est tombé dans l'escalier de l'hôtel où il loge, parce que ledit hôtel est assimilé au domicile privé qu'ont les employés, domicile où la surveillance, l'influence et la prépondérance du patron ne s'étendent point et que ne protègent pas en conséquence les lois sur le travail.

La responsabilité en ce qui concerne les accidents

(1) Trib. de la Seine, 11 juillet 1908. *Rec. acc. tr.*, 1908 p. 146. Trib. de Lyon, 3 juillet 1908. *Rec. acc. tr.*, 1908, p. 177.

sur le lieu du travail, avant son commencement ou après sa fin, nous semble moins étendue que pour les suspensions, parce que l'ouvrier n'est pas encore sous la dépendance de son patron ou en est sorti. Il est un homme qui ne relève de personne, libre de ses actes, d'aller et revenir comme bon lui semble. Il n'est lié par aucun contrat. Seulement cette liberté peut avoir des restrictions, restrictions provenant précisément du travail auquel il faut aller, et c'est dans la mesure où cette liberté est diminuée au bénéfice de l'industrie que la loi sur les accidents est susceptible de s'appliquer.

C'est ainsi que si l'accès du chantier est difficile et qu'il n'y ait pas à choisir entre deux voies, l'une sûre et l'autre dangereuse, tout accident arrivé à l'aller ou au retour est considéré comme occasionné par le travail. Proviennent du travail : 1^o L'accident survenu à l'ouvrier employé à exécuter des travaux de son état (changer les manchons de becs à gaz), dans un chantier (une gare de chemin de fer) dont l'accès est dangereux (il fallait suivre la voie) (Montluçon, 22 juin 1900. *Rec. Acc. tr. min. com.* I, p. 356). (Rouen, 7 juin 1902, *P. fr.* 1904. 2. 167)

2^o L'accident subi par un terrassier au service d'une compagnie de chemin de fer, lequel a été tamponné par une locomotive, tandis qu'il va, à la fin de sa journée de travail, prendre place dans un train qui doit le ramener gratuitement à son domicile.

(Seine 24 août 1900 D. P. 1901. 2. 276)

(En sens contraire, parce qu'il n'y a pas danger

particulier : Seine 7 mai 1902. *Rec. acc. tr.*, III, p. 89. — Cass. Req. 25 février 1902. — D. P. 1902. 1. 273).

Enfin le transport des ouvriers à l'aller ou au retour, effectué par les soins du patron ou par une entreprise quelconque, met les risques d'accidents à la charge de ce patron. (Grenoble, 27 mai 1904. — D. P. 1905. 2. 83).

Mais ici on voit poindre une notion nouvelle que nous aurons l'occasion de retrouver pour en tirer de plus amples conséquences, c'est que ce n'est pas seulement comme risque professionnel que le patron répond de ce qui peut advenir au cours du trajet, mais surtout par une convention tacite. Je vous prends chez vous, je vous mène à mon usine, je vous ramène à votre domicile et je m'engage à vous conduire sains et saufs à peine des dommages et intérêts que vous pourriez me réclamer en vertu de l'article 1382. Il y a là une convention accessoire du contrat de travail, qui se rencontrait bien avant la loi de 1898 et qui a été sanctionnée à diverses reprises par les tribunaux.

C. Paris, 6 juin 1885. — D. P. 86. 2. 123. — Cass. 2 juin 1886. — D. P. 86. 2. 66).

Et cette convention n'est pas faite seulement dans l'intérêt du patron auquel elle permet d'avoir des employés plus frais et plus dispos, elle donne aux ouvriers un supplément de salaire puisqu'ils bénéficient de temps, de forces et parfois aussi du prix d'un transport qu'ils auraient dû effectuer par un autre mode.

C'est encore à une convention tacite sur le temps ou sur la durée du travail qu'il faut recourir pour expliquer certaines extensions que les tribunaux ont faites

des lois sur les accidents du travail. C'est ainsi que si, à cause de sa profession, un ouvrier est obligé de vivre constamment dans les lieux où il l'exerce et qu'un accident arrive qui puisse par un lien plus ou moins ténu s'y rattacher, il y aura lieu à bénéfice de la loi. Un ouvrier à qui un patron aurait accordé un logement dans l'enceinte de l'usine, sans contre-presentation particulière au travail, ne pourra pas, s'il se casse la jambe la nuit dans la cour, se prévaloir de la loi de 1898, parce que ce n'est pas le travail qui est en cause et pas davantage les conditions du travail, mais l'accomplissement d'un acte courant de sa vie personnelle et libre. Si au contraire un marinier tombe la nuit du bateau où il travaille le jour et où il est contraint ou autorisé de demeurer la nuit pour les besoins du service, pour les nécessités du travail, il est protégé par notre loi. Peu importe la cause qui l'a amené au bord de la péniche et qui finalement lui a été funeste. Il n'a pas à prouver le fait du travail et qu'il allait reconnaître la violence et la direction du vent ou à se défendre d'aller accomplir une fonction naturelle. Le danger est là. La profession l'occasionne. L'homme tombe. Sa veuve et ses enfants ont droit aux indemnités légales.

(Cassation civile 26 juillet 1905. — D. P. 1907 1. 295).

« Attendu qu'il importait peu que l'accident fût
« arrivé dans l'une ou l'autre des hypothèses envisagées
« par l'arrêt ; que si, dans la seconde hypothèse, il
« n'était pas survenu par le fait du travail, ce même
« travail qui obligeait C... à vivre à bord et l'exposait

« ainsi à tous les dangers de la vie de marinier, en
« avait été l'occasion. »

Une simple tolérance peut même être interprétée comme une convention tacite, et acquérir, par le temps et l'usage, pouvoir d'étendre la zone de garantie de la loi de 1898. Strictement un patron n'a pas à s'occuper des soins d'hygiène ou de propreté particuliers de ses ouvriers, mais s'ils les laisse utiliser certains locaux pour revêtir un costume de labeur, pour se changer et se nettoyer, la journée finie, ces locaux sont en quelque sorte le prolongement du chantier et les dangers qui leur sont particuliers seront protégés par les lois sur le risque professionnel.

L'office Impérial (*Handb. des Unfall.*, p. 49 et 50) a même été jusqu'à voir une victime d'un accident protégé dans le maçon, qui, après avoir touché son salaire, s'assied quelques instants sur une poutre en attendant un de ses camarades, non encore payé, et tombe dans un trou auquel cette poutre servait de clôture.

Mais il est un point qu'il ne faut pas perdre de vue : c'est que l'occupation, pendant laquelle se produit l'accident, doit par des liens de connexité plus ou moins étroits se rattacher à l'industrie ; car il ne peut dépendre ni d'un patron ni d'un ouvrier d'étendre à tous les hasards de l'existence le bénéfice de lois très particulières et très précises. Déjà, aux heures et au lieu du travail, la loi de 1898 ne protège pas l'ouvrier qui accomplit une besogne radicalement différente de celle pour laquelle il fut embauché. A plus forte raison, si hors le temps, hors le lieu, le patron fait

exécuter une tâche étrangère en tous points au travail journalier assujetti. Il se forme alors une convention spéciale, un louage d'ouvrage particulier, complètement distinct du contrat principal. Ses modalités en sont indépendantes. On peut les imaginer aussi variées que l'on voudra, excepté celle de l'assujettissement tacite à une loi dont les conditions d'application ne se rencontrent pas. La loi du 18 juillet 1907 autorise bien l'extension du bénéfice de la loi du 9 avril 1898 à n'importe quel contrat de travail, mais il faut alors un contrat exprès et une déclaration d'intention manifestée dans les formes imposées par le texte.

Seul à notre connaissance l'Office Impérial allemand a ingénieusement établi un rapport de connexité entre une entreprise assujettie et la Fête Nationale. « Car, disait-il, les grandes exploitations ayant besoin et profitant, en maintes circonstances, de la protection et de la sollicitude de l'Etat, doivent, lorsque l'occasion s'en présente, manifester publiquement leur reconnaissance et leur estime envers les autorités constituées. Par suite les manifestations auxquelles elles se livrent le jour de la Fête Nationale, sont des travaux accéssoires dont les risques sont garantis par le patron. » (16 mai 1893 et 13 janvier 1896, *Handb.*, p. 59).

Il nous reste encore à parler d'accidents qui ont été qualifiés de professionnels, mais par une extension certainement imprévue du législateur. Il ne s'agit plus ici d'un rapport de causalité entre un fait acci-

dentel et le travail, mais d'un rapport de causalité entre le travail et l'intention qu'avait l'auteur du fait terminé malencontreusement.

La Cour de Cassation a admis comme occasionné par le travail la blessure faite en son domicile à un ouvrier, par un engin explosif, emporté en dehors de l'exploitation et pendant la cessation du travail. Son arrêt est du 24 juin 1905 (D. P. 1908.1.218).

« Attendu que l'arrêt attaqué constate que P...,
« brigadier wagonnier au service de la Compagnie
« P. L. M. a eu la main gauche mutilée par suite de
« l'explosion d'un pétard d'alarme qu'il cherchait à
« fixer à sa lanterne, au moment où il quittait son
« domicile pour aller prendre son service ; qu'il n'est
« pas établi que P... eût à la gare de Saint-Etienne
« un endroit sûr où il pût déposer le matériel dont il
« était responsable et qu'en emportant chez lui ce
« matériel et notamment les pétards, il avait agi com-
« me le faisaient ses camarades, au vu et au su de ses
« chefs.... »

L'Office Impérial le 11 juin 1888 (*Handbuch der Unfall*, p. 46.) a eu même largeur de vues pour un ouvrier qui avait cru devoir, dans l'intérêt du service, à raison du sommeil un peu tardif du chef d'entreprise, franchir par escalade la porte d'entrée pour l'ouvrir à ses camarades de travail, et qui fit une chute et se blessa.

Nous arrivons ici au dernier degré de l'extension de la notion actuelle d'accident professionnel. Il ne s'agit plus des faits, mais d'interpréter les mobiles, les

intentions tant du patron que des ouvriers, Ceux-ci sont censés exécuter un acte dans l'intérêt de l'employeur. L'employeur est présumé consentir ou tolérer un acte qui peut lui être utile.

Nous sommes loin des travaux préparatoires et, pour expliquer cette jurisprudence, « le risque professionnel » ne suffit plus. Il faudra faire appel à d'autres notions.

CHAPITRE VI

LES CAUSES ÉTRANGÈRES AU TRAVAIL

Nous avons, dans les chapitres précédents, examiné les conditions de temps et de lieu ou de causalité indispensables pour qu'un accident puisse être attribué au travail. Mais la réunion de ces conditions n'implique pas nécessairement un accident du travail et il est des circonstances qui empêchent de l'admettre. Jusqu'à présent, nous avons considéré l'accident comme étant le produit de circonstances se rattachant plus ou moins au travail. Cependant, il est parfois amené par d'autres, qui lui sont complètement étrangères et que l'on peut diviser en trois séries : Les événements de force majeure, les accidents imputables à la volonté de l'employé, ceux qui proviennent de son tempérament.

Quelles qu'aient été les opinions de tous les parlementaires qui ont proposé des projets ou des amendements, quelque diversité qu'il y ait eue entre leurs propositions, ils ont toujours été d'accord sur un point : C'est que l'accident intentionnellement provoqué par la victime ne donnerait aucun droit aux allocations légales. Sorte de sanction de ce calcul délic-

tueux que seraient tentés de faire certains ouvriers qu'une rente vaut bien un accident, et que, si le hasard inclément se refuse à le leur procurer, ils auraient grand tort de ne pas y aider un peu, en ce semblables au triste héros d'un de nos conteurs modernes, qui exposait sur la route fréquentée par des automobiles, son fils infirme, dans l'espoir que, par ce moyen, quelque aisance lui en fût apportée.

Le législateur de 1888 lui-même, qui se refusait à faire un départ entre les causes des accidents, avait ajouté à son texte cette restriction qui est devenue le paragraphe 1^{er} de l'article 20 de la loi de 1898 :

« Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident ».

Des parlementaires pourtant s'y opposèrent, ce qui est assez curieux. Non, il est vrai, par divergence sur le principe, mais, parce que l'un, M. le sénateur Blavier, estimait impossible la preuve de la faute intentionnelle, et que l'autre, M. le député Freppel, jugeait cette adjonction inutile, car, disait-il :

« Qui donc, à moins d'avoir perdu la tête ou d'être criminel, va provoquer intentionnellement un accident où il peut laisser sa vie ? Mais, Messieurs, je repousse cette hypothèse pour l'honneur même de la classe ouvrière, ce sont là des cas invraisemblables, des cas métaphysiques, ce sont des cas tellement rares qu'ils ne suffisent pas pour motiver un projet de loi ».

Et l'expérience semble leur avoir donné raison à l'un et à l'autre, puisque, dans la seule espèce que nous

connaissances, un arrêt de la Cour de Rouen, du 22 mars 1902 (1), on n'a pu appliquer ce texte qu'en recourant à l'art. 1.353 du Code civil et en se décidant sur des présomptions qu'on estimait graves, précises et concordantes.

Il ne rentre pas dans le cadre de notre étude de nous étendre sur une autre perversion de la volonté : la faute inexcusable, qui se caractérise par une contravention consciente à des prescriptions de prudence élémentaire ou à des règlements formels, L'article 20, paragraphe 2 s'en est occupé. Mais ses dispositions mêmes — diminution de la pension — montrent que la question d'accident du travail, là seule qui nous importe, ne se pose pas. Les juges ont à apprécier une culpabilité et à y proportionner une peine.

Ajoutons pour être complet dans cet ordre de considérations que l'on ne pourrait faire application de l'art. 20 à un dément. La folie se caractérise essentiellement, au moins juridiquement, par la disparition de la volonté raisonnable. Elle a comme conséquence l'irresponsabilité, tant au point de vue pénal qu'au point de vue civil. L'accident provoqué au cours du travail bénéficierait de la protection de la loi, s'il était prouvé que la victime a agi dans une crise d'aliénation. (2)

La force majeure que pendant assez longtemps, au cours de travaux préparatoires, on avait assimilée au

(1) *Rec. spécial des acc. du Trav.*, 1903, p. 112.

(2) Off. Imp., 24 sept. 1888. *Hand. der Unfall*, p. 170. Cass. req., 25 oct. 1915. D. P. 1907. 1. 330. En sens contraire : Trib. civ. Seine, 10 mars 1900. D. P. 1901. 2. 11.

cas fortuit, a été détachée de celui-ci et tandis que l'un devenait le risque professionnel même, l'autre en devint comme l'opposé.

C'est par un arrêt du 10 décembre 1902, que la Cour de Cassation a formulé sa doctrine à ce sujet :

« En principe, la loi du 9 avril 1898 ne s'applique
« pas aux accidents dûs à l'action des forces de la
« nature, même quand ils sont survenus pendant le
« travail. Il n'en serait autrement que si le juge du
« fond constatait que le travail a contribué à mettre
« lesdites forces en mouvement ou qu'il en a aggravé les
« effets ». (S.1903.1.28).

En même temps que la règle, la Cour suprême indiquait l'exception et son criterium : le travail est responsable s'il a eu une influence sur le déclenchement ou les effets de la force majeure.

Le tribunal de Grenoble l'avait précédée dans cette voie et avait décidé le 31 mai 1902, (*Rec. acc. trav.* 1902, p.38) ayant à connaître d'accidents causés par la foudre qui avait suivi des câbles électriques :

« Que la foudre a bien été la cause initiale de l'accident, puisque l'installation industrielle des courants électriques à l'intérieur de l'usine en a été la cause immédiate et directe, créant ainsi un danger spécial sans lequel le sinistre ne se serait pas produit. »

Et le tribunal de paix de Villeurbanne (1) l'a suivie, en appliquant la loi à des maçons, surpris par la foudre sur leurs échafaudages où ils étaient restés malgré le temps menaçant.

(1) Trib. de paix de Villeurbanne, 26 janvier 1906, D. P.1906 5.22.

Ce jugement est tout proche de la jurisprudence allemande, qui, par une solution plus hardie et une logique plus profonde, admet, conformément aux données actuelles de la physique, que la foudre tombe sur des points culminants ou des aspérités, par lesquels la décharge est pour ainsi dire amorcée :

« Qu'en conséquence, la place assignée à X... par son travail et où il a trouvé la mort présentait nécessairement un danger particulier aux atteintes de la foudre ; peu importe que la cause de ce danger ait pu ou non être déterminée en fait. »

(*Off. Imp.*, 29 mai 1908. *Entsch. des Reichsrats.*, vol. 20, p. 117).

Seulement il faut bien reconnaître que comprendre ainsi la force majeure, c'est la réduire fatalement à une importance purement théorique. Tous les phénomènes naturels sont régis par des lois mathématiquement rigoureuses et ont un égal caractère de nécessité. Si ce fait suffit pour engager la responsabilité d'un patron, la distinction entre la force majeure et le cas fortuit disparaît ; il ne reste que le cas fortuit, c'est-à-dire l'accident que l'imperfection des connaissances humaines a seule empêché de prévoir, qu'un progrès de la science peut supprimer ou faire éviter du jour au lendemain, et dont, en attendant, le patron doit être tenu pour responsable.

Le tribunal de la Seine aurait alors à réformer sa jurisprudence, lui qui a décidé que « l'ouragan qui a abattu l'arbre et qui a causé la mort de X... est un phénomène naturel échappant à toute prévision et

« sans aucun rapport avec le travail dont X... était
« chargé et a le caractère de force majeure. »

Pareillement, le tribunal de Marseille qui a déclaré que la loi de 1898 n'était pas applicable à un accident causé par une inondation (19 mai 1908, *Rec. acc. lr.* 1910, p. 26).

Il faudrait appeler accident du travail, celui qu'occasionnerait, par exemple, dans un pays de montagnes une avalanche ou un éboulement tombant dans une vallée où se trouverait un chantier de terrassement ou de construction. Car ce chantier « présenterait nécessairement un danger particulier », et la réunion d'hommes en un lieu où le travail seul les a conduits est bien une aggravation due à celui-ci.

Et il faudrait enfin cesser de faire des distinctions subtiles entre les divers cas d'insolation, entre les conditions de travail des victimes, cesser de doser au petit bonheur, les températures, les rayons solaires, les prédispositions des ouvriers.

Cette catégorie d'accidents est actuellement une de celles pour lesquelles les tribunaux sont le plus divisés. Tel, comme le tribunal de Versailles (20 déc. 1900. D.P. 1901. 2. 239) applique notre loi à un ouvrier camionneur frappé d'insolation pendant qu'il disposait en meule des bottes de fourrage, ou, comme les tribunaux d'Angers et de Lyon (15 mai 1900, D.P. 1901. 2. 239. — 7 août 1902. S. 1902. 2. 292) ; à un roulier exposé au soleil par une ardeur étouffante, à un contrôleur d'omnibus, placé sur le milieu de la

chaussée sans pouvoir se protéger. (Cf. Cass. 2 mars 1904. D.P.1904. 1.533).

D'autres au contraire refusent à des employés de même profession le bénéfice de cette loi, parce qu'ils estiment « qu'il n'est pas établi que les effets de l'insolation... aient été provoqués ou aggravés par les « conditions dans lesquelles ces ouvriers accomplissent le travail commandé. » (Cass. 15 juin 1903. *Gaz. Pal.* 1903.2.68. — V. aussi Lyon, 3 mai 1901, D.P.1901.2.339. — Bordeaux, 3 déc.1900. *Gaz. Pal.* 1900.1.556.)

J'avoue que, pour ma part, je serais assez disposé à adopter la manière de voir de *l'Office Impérial*, qui semble la plus rationnelle et la plus équitable. Je conviens également que protéger l'ouvrier contre tous les cas de force majeure par le moyen de la loi de 1898 est tout à fait contraire à l'esprit du législateur. Mais il n'est pas sans exemple que, pour accomplir un progrès, ceux qui appliquent la loi se mettent en contradiction avec ceux qui l'ont rédigée.

En dehors de l'action des forces de la nature, en dehors de la volonté malsaine et provocatrice de la victime, il y a encore des causes d'accidents qui sont ou paraissent indépendantes du travail : ce sont toutes celles qui proviennent du tempérament propre, de l'état physiologique de l'individu. Que décider pour un ouvrier frappé, pendant qu'il travaille, d'apoplexie cérébrale ou pulmonaire, ou de lésions cardiaques ?

La jurisprudence que nous avons déjà commentée répond que si, par le travail, une aggravation est ap-

portée aux conséquences de l'accident, le travail sera responsable de l'accident lui-même. On peut en donner comme exemple la chute sur un outil ou dans une cave, ou dans une chaudière.

Mais si l'accident se rencontre à l'état pur, c'est-à-dire sans qu'aucune des circonstances antérieures ou concomittantes puisse être taxée d'aggravante ? Si par exemple, un homme tombe dans la cour de l'usine qu'il traversait, et que l'autopsie révèle par l'examen des plaies superficielles qu'il était mort avant de se heurter contre le sol, par l'examen du cerveau ou du système circulatoire, qu'il a été emporté par une apoplexie foudroyante ou par la rupture d'un anévrisme, le doute alors n'est pas possible. Il n'y a pas accident du travail.

Il est vrai que ce cas est presque théorique, car il est extrêmement rare que l'on puisse faire des observations aussi précises et conclure aussi nettement. En général on se trouvera en face d'indices peu sûrs, emmêlés et contradictoires, et l'on se heurte à un autre ordre de difficultés, celui de la preuve. Nous allons l'examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE VII

LA PREUVE

Nous arrivons maintenant à la partie la plus importante de nos explications : la preuve ou les preuves que peuvent avoir à fournir les parties, dans une instance intentée en vertu de la loi de 1898. Lorsqu'entra en vigueur cette loi qui réglementait des matières nouvelles, on se demanda si on allait appliquer les règles et les modes ordinaires de la preuve et à qui on en imposerait la charge.

Il est tout d'abord évident que nous sommes essentiellement dans un domaine de fait et que la preuve par écrit doit être écartée. Cette preuve-là ne pourrait guère se rencontrer que dans la discussion relative au contrat intervenu entre l'employé et l'employeur. Mais, même ici, par suite des usages, il est extraordinaire de trouver une manifestation écrite du contrat. Le carnet de travail ou le règlement d'atelier remis à l'ouvrier n'est pas le plus souvent signé des deux parties et nous ne connaissons guère autour de nous, que les Compagnies de transport surbains (automobiles et voitures de place) et les Compagnies de chemins de fer, qui aient des contrats véritablement en

règle. La raison de cette exception provient de la complexité des engagements, qui ne portent pas simplement sur une prestation à effectuer contre une rémunération en argent, mais sur des remises ou des prêts d'objets nécessités par la profession ou sur des droits à obtenir des secours pendant le service ou une retraite au bout d'un temps déterminé. En fait, pour l'ensemble des ouvriers, l'embauche, c'est-à-dire le contrat de travail initial, est purement verbal.

Mais pour ce qui est des autres points litigieux dans un procès d'accident : fait matériel de l'accident, relation de cause à effet entre cet accident et le travail, il ne peut s'agir que de la preuve testimoniale ou de celle que l'Anglais Bentham appelle, dans son *Traité des preuves judiciaires* « preuve muette, preuve circonstancielle », par opposition à la preuve par écrit ou par témoins, et qui est la preuve par présomptions graves, précises et concordantes, autorisée par l'article 1353.

A qui appartiennent-elles ? Distinguons entre le fait de l'accident et le rapport de causalité. Sur le premier point, il n'y a guère de difficultés et la preuve en incombe à l'ouvrier, en vertu de l'adage *onus probandi incumbit actori*. Au contraire, sur le second. Il s'agit, avons-nous dit, d'un principe neuf. Une charge nouvelle est imposée aux employeurs sur lesquels pèse non une présomption de faute, comme on l'a prétendu parfois inexactement, mais une présomption de responsabilité.

Serait-ce au patron qui veut échapper à cette res-

ponsabilité, de prouver que la loi ne s'applique pas à son cas ?

C'est ainsi qu'il fut décidé en Suisse, où la loi sur les accidents, votée en 1881, s'est bornée à opérer ce que l'on a appelé « le renversement de la preuve ». C'est ce qu'au lendemain de la promulgation de notre loi, pensèrent beaucoup de bons esprits. M. Sachet fut du nombre, dans les premières éditions de son traité. Il est aussi curieux qu'utile de citer les passages principaux de son commentaire (1) sur ce qu'il appelait « une évidence ».

« L'ouvrier n'a aucune preuve à faire ; si le chef de
« l'entreprise veut échapper à l'application de la loi,
« c'est à lui qu'il appartient de démontrer soit à l'aide
« de l'enquête faite par le juge de paix, soit de toute
« autre manière, que la cause de l'accident est étran-
« gère au travail.

« Cette présomption qui, comme on le voit, peut
« être combattue par la preuve contraire, n'est pas
« écrite en toutes lettres dans le texte de loi ; mais elle
« résulte avec la dernière évidence de son esprit. Nous
« savons en effet que l'économie de notre loi repose
« sur un double principe : 1^o le risque professionnel...
« 2^o l'assurance à forfait de ce même risque... Il en
« résulte que le patron prend à sa charge tous les
« risques, hormis ceux dûs à une cause étrangère au
« travail ou à un fait intentionnel de la victime. Or, le
« fait intentionnel de la victime est de ceux qui ne

(1) Sachet. — *Traité*, 1899, pp. 159-160.

« se présument pas, les actes humains doivent être
« tenus jusqu'à preuve contraire comme accomplis
« de bonne foi ».

Puis quelques tribunaux ou cours s'engagèrent dans la même voie. Tout en demandant à l'ouvrier la preuve initiale, capitale de l'accident, ils imposèrent au patron l'obligation de prouver que l'accident n'était pas occasionné par le travail.

La cour de Grenoble, le 5 mai 1901, disait (D. P. 1902.2.463) :

« Attendu qu'en rendant le patron ou le chef de
« l'entreprise responsable de plein droit, indépendam-
« ment de toute faute, des accidents produits par son
« industrie, et en dispensant ainsi l'ouvrier de prouver
« que l'accident dont il se plaint est imputable à son
« patron, la loi du 9 avril 1898 laisse à sa charge
« l'obligation d'établir l'événement même qui lui
« donne droit à l'indemnité qu'il réclame; — que
« l'accident survenu à un ouvrier pendant son travail
« et sur le lieu du travail est présumé avoir un carac-
« tère industriel et s'être produit par le fait et à
« l'occasion de son travail, mais que cette présomp-
« tion, qui met la preuve contraire à la charge du
« patron tenu des risques de son industrie, n'existe
« au profit de l'ouvrier qu'autant qu'il est établi que
« l'accident s'est produit dans le travail et sur le lieu
« du travail ».

Et la Cour de Rennes, qui le 17 décembre 1900, fit sien par adoption de motifs, un jugement du tribunal de Lorient du 26 juin 1900 (D. P. 1902.2.464) ap-

puyait la même théorie de cette constatation « que les
« travaux préparatoires, et la discussion de la loi ne
« laisse aucun doute sur ce point ».

Il faut croire toutefois qu'un doute pouvait naître
puisque, deux ans après, la Cour suprême, appelée
à juger la question du renversement de la preuve, la
condamna en ces termes le 23 juillet 1902 (D. P. 1902.
1.582 :

« Attendu... que l'ouvrier, l'employé ou leurs
« représentants, demandeurs en indemnité, doivent
« prouver tout à la fois, outre leur qualité et l'assujettis-
« sement à la loi du 9 avril 1898 de l'industrie dans
« laquelle s'effectuait le travail, l'accident et la rela-
« tion entre l'accident et le travail ; que ladite loi
« n'apporte en effet, aucune dérogation au principe
« posé par l'article 1315 du Code civil..... »

Cet arrêt, suivi de près par quelques autres, a
marqué un revirement complet de la jurisprudence, et
il est maintenant admis sans conteste qu'il n'a rien
été innové en matière de preuve. Le défendeur à une
demande d'indemnité pour accident du travail n'a
qu'à rester dans l'expectative en déniaut tout lien
entre l'accident et le travail.

Encouragés par ce premier succès, les assureurs des
patrons s'enhardirent à réclamer le rejet d'un grand
nombre de demandes, motif pris de ce que les ouvriers
ne fournissaient pas une preuve complète du lien de
causalité. Mais les tribunaux ont unanimement décidé,
approuvés cette fois par la Cour de Cassation, que si
l'article 1315 restait applicable sous le régime nou-

veau, à plus forte raison l'article 1353 qui admet les présomptions graves, précises et concordantes, toutes les fois qu'est permise la preuve testimoniale. Ce qui est bien le cas de la loi du 9 avril 1898, qui a mis à la base de toute la procédure, une enquête, obligatoirement faite par le juge de paix, pour tout accident semblant devoir entraîner une incapacité permanente.

Cette opinion est partagée par la jurisprudence belge. Le tribunal civil de Bruxelles (3^e Ch^e du 30 juillet 1909) applique ainsi la loi du 24 décembre 1903 :

« Attendu que pour qu'il y ait accident d'après la loi il faut qu'il se soit produit un événement soudain et anormal ayant causé la mort ou l'incapacité.

« Attendu que le rapport de causalité entre l'événement et la mort (ou l'incapacité permanente) se prouve par toutes voies de droit et notamment par présomptions graves, précises et concordantes ».

Ainsi donc l'interprétation est maintenant fixée, et, suivant la vieille formule, toutes les Cours « savent le droit », mais dans l'application du droit, elles accusent des variations considérables. L'appréciation des présomptions est délicate. Elle varie avec les tempéraments. En effet, qui dit présomptions, dit manque d'évidence, ensemble de faits pouvant être interprétés en sens contraire, ou encore ignorance de ces faits, ce qui permet de les supposer, avec une vraisemblance plus ou moins grande, contraire à la thèse soutenue. Tel juge se laissera séduire par un détail que par prédisposition naturelle ou habitude intellectuelle, il est enclin à considérer comme important. Tel

autre, absorbé par la recherche du signe qui, selon lui, est révélateur, ne verra pas l'enchaînement des faits qui devraient entraîner sa conviction. Et les divergences sont encore plus compréhensibles, lorsqu'il ne s'agit plus de reconstituer par des indices une scène ou un fait plus ou moins précis, mais de reconnaître entre un événement, un état, une relation de cause à effet qui souvent, est particulièrement tenue, soit à raison de l'impossibilité de préciser cet événement, soit de l'ignorance que l'on a de l'origine de l'état, soit même de la méconnaissance de l'un et de l'autre.

Il peut arriver, avons-nous dit, que l'ouvrier ait à établir par présomptions la matérialité de l'accident dont il a été victime ; c'est qu'en effet l'employé n'est pas constamment entouré, soit par un fait accidentel : une course pour le compte de la maison ; soit pour une raison habituelle : il a dans l'usine un atelier particulier ; soit encore — et ceci est extrêmement fréquent depuis la loi de 1906 — parce que ses occupations consistent à voyager pour les affaires de son patron.

La Cour de Paris, le 10 novembre 1908 (*Rev. Acc. Tr.* 1910, p. 198) reconnut à une ouvrière qui prétendait s'être piquée avec une aiguille, sans produire de témoins oculaires, le droit de prouver l'accident par présomptions graves, précises et concordantes. La Cour de Lyon, le 30 mai 1906, confirme un jugement du tribunal de Bourg du 5 décembre 1905 (*Rev. Acc. Tr.* 1906, p. 329), qui admettait un accident du travail dans des conditions d'une particularité extrêmement intéressante. L'accident, au dire de l'ouvrier, avait eu

lieu au commencement de juillet de l'année 1905. Le patron ne fit cependant sa déclaration que le 28 juillet. Il fut procédé à l'enquête le 11 août sans qu'on y entendit un témoin direct. Deux médecins examinèrent l'abcès de l'œil, suite de l'accident prétendu. L'un d'eux, le médecin traitant, affirma « qu'il ne voyait pas autre chose que les multiples accidents auxquels sont exposés les ouvriers de la profession de la victime, qui puisse expliquer pareil abcès ». Le second, médecin spécialiste, fut moins affirmatif; il déclara simplement que ce genre d'ulcère peut avoir pour cause le traumatisme que l'on alléguait, et que cet ulcère n'apparaît que quelques jours après. La Cour prit argument de ce que l'ouvrier avait montré son œil douloureux à une période correspondant à celle que le médecin indiquait et admit l'existence d'un accident qui était passé tout d'abord inaperçu, qui n'avait pas eu de témoins et dont on ne connaissait pas la date, le lieu et la cause.

D'autres fois, au contraire, l'accident est précisé dans le temps et le lieu, mais il faut démontrer le lien de causalité nécessaire pour l'applicabilité de la loi. Les présomptions peuvent y suffire. La Cour de Lyon encore (1) ayant à apprécier le décès d'un ouvrier emporté par une maladie cérébrale qui s'était déclarée peu après une chute de deux mètres sur la tête, trouva, sans recourir à une expertise, la présomption grave dans le fait que :

« D..... qui depuis onze ans, n'avait jamais

(1) Cour de Lyon, 28 mai 1904, D. P. 1906, 2, 358.

« interrompu son travail un seul jour, ne put le
« reprendre et succomba le 25 février 1902, *très vrai-*
« *semblablement, sinon certainement* des suites de son
« accident du 28 juin 1901 ».

C'est sur cette grande vraisemblance que se sont appuyés divers tribunaux et la Cour de Cassation elle-même pour dire que des mariniers trouvés noyés avaient été victimes du travail. Il était en effet très peu vraisemblable, bien que possible, qu'ils se soient suicidés sans raisons ou qu'ils aient été renversés par une mort foudroyante, au moment précis où ils se trouvaient sur le bord de leur péniche, seules hypothèses qui puissent faire écarter l'accident du travail.

C'est pourquoi on s'étonne fort que, ces mêmes raisons existant, la Cour de Cassation, qui, de temps à autre, et notamment, en matière d'accident, le 3 août 1909 (1), rappelle son droit de contrôle et casse les jugements qui ne lui permettent pas de l'exercer, n'en ait pas usé le 4 mai 1905. Ce jour-là, elle a rejeté un pourvoi et écarté comme insuffisamment justifiée la demande de l'ayant-droit d'un batelier dont le corps avait été trouvé noyé dans le port où son bateau était stationné, mais sans qu'il fût établi que cet événement ait été le résultat d'un accident survenu pendant que la victime était en service sur le bateau (2).

Enfin, lorsque l'accident et sa cause sont prouvés, l'ouvrier a encore une preuve à fournir que l'on peut dire la seule importante puisque c'est elle seule qui

(1) *Rec. acc. tr.*, 1910, p. 258.

(2) Cass. req., 4 mai 1905. D. P. 1906.1.173.

va faire fonctionner le système des réparations établies par loi de 1898 : c'est la preuve des conséquences de l'accident. Il est bien évident que si l'accident n'a pas eu de suites, il n'y a pas à le réparer et que si l'on ne prouve pas ses conséquences, c'est comme si il n'y en avait point.

Mais, dans cette partie-là, il ne suffit plus de savoir le droit ou de reconstituer une scène avec sagacité ; il faut encore le plus souvent une expérience technique que seuls des médecins ou chirurgiens possèdent. Les magistrats sont obligés de recourir à eux pour essayer de fixer les conséquences de l'accident du travail. D'autant que la victime n'est pas toujours saine et qu'elle attribuera à l'accident les manifestations morbides qui sont simplement concomittantes ou qui apparaissent postérieurement, mais sans qu'aucun lien de cause à effet puisse être reconnu entre celles-ci, le travail et l'événement arrivé par ou à cause de lui. D'où l'importance capitale que, dans tout procès où l'accident est établi, prennent les experts qui ont à indiquer si l'état pathologique en est bien la conséquence, au sens de la loi.

Les experts, avons-nous dit, sont des médecins ou des chirurgiens, auxquels on demande un avis technique. La mission qu'on leur confie est pour ainsi dire scientifique, et c'est bien ainsi qu'ils la comprennent. Ils ont le très louable souci de n'avancer que des opinions scientifiques, pour arriver à des conclusions scientifiques. Et cette tendance n'a rien que de parfaitement honorable, car elle prend son origine dans une

opinion très haute et très noble de la science, de ceux qui en font profession et du rôle qu'ils ont à remplir. Malheureusement cette conception n'est pas sans quelque erreur à sa base. Par une tendance très humaine, ils oublient trop facilement que leur science n'a de science que le nom ; qu'en, réalité, ils exercent l'art chirurgical ou l'art médical. La science est la connaissance complète, intégrale d'un objet, matériel ou intellectuel ; et c'est de cette plénitude qu'elle tire son infailibilité. Qu'elle possède toutes les données d'un problème sans que rien soit laissé au hasard, sans qu'il reste une seule inconnue, et les déductions qu'elle en tire sont d'une nécessité incoercible. Mais par contre, si un seul des éléments de ce problème reste ignoré ou n'est pas embrassé tout entier, le champ se rouvre aussitôt aux possibilités, et un facteur minuscule renverse par son intrusion les inductions les plus savamment ordonnées, les probabilités les plus apparemment proches de la certitude.

De plus, ce n'est pas de cette preuve qu'ont besoin les tribunaux ; ils ne sont pas destinés à faire de la mathématique, mais à raisonner sur des faits et à les coordonner ; et pourvu qu'ils aient des éléments de conviction suffisants pour tenir une explication comme vraisemblable, peu leur chaut du reste. C'est ce que Domat avait admirablement compris et ce qu'il a exprimé en un langage d'une noble élévation :

« Il y a cela de commun à toutes les différentes
« sorte de vérités, que la vérité n'est autre chose que
« ce qui est ; et connaître une vérité, c'est simplement

« savoir si une chose est ou n'est pas, si elle est telle
« qu'on dit, ou si elle est différente. Mais les preuves
« qui conduisent à la connaissance des vérités dans
« les faits, sont bien différentes de celles qui établis-
« sent les vérités dans les sciences.

«... Dans les faits qui peuvent arriver ou n'arriver
« point, comme dépendant des causes dont les effets
« sont incertains, ce n'est pas par des principes sûrs
« et immuables, d'où dépendit ce qui est arrivé qu'on
« peut le connaître ; mais il faut venir à des preuves
« d'autre nature et c'est par d'autres voies qu'il
« faut découvrir cette sorte de vérité ».

(Les lois civiles, liv. III, titre VI).

Oui, la vérité scientifique est une chose et la vérité judiciaire en est une autre ; et ce qui importe à des hommes qui ont à régler les rapports d'autres hommes entre eux, ce n'est pas d'avoir raison « selon les règles de l'art », mais bonnement et humainement. Ce que l'on demande aux experts, ce n'est pas la découverte d'une progression arithmétique et d'un enchaînement mathématique, mais simplement « une opinion ». L'opinion de gens qui ont étudié et connaissent plus particulièrement une matière et qui, par ces études, sont prédisposés à se former une croyance judicieuse. L'opinion qu'ils ont pu se faire, eux aussi, par des indices ou des présomptions. La probabilité qu'ils regardent pour eux-mêmes comme la plus plausible, mais que, par une sorte de mauvaise honte, ils n'avouent pas parce qu'elle ne leur semble pas « scientifique ».

Et ainsi beaucoup de procès qui ont été solutionnés par un rejet de demande, auraient, au contraire, abouti à un résultat que les experts en eux estimaient équitable.

Ceci est d'autant plus grave que les tribunaux, de crainte d'errer en se séparant de ceux auxquels ils demandent de les éclaircir, adoptent presque constamment les conclusions des experts. Non point toujours pourtant. La Cour de Paris, le 29 juin 1909 (*Rec. acc. tr.*, 1909, p. 160) ne craignit pas d'aller chercher dans le rapport lui-même le motif de révision de rente que l'expert, dans ses conclusions, affirmait n'avoir pas rencontré. Un an auparavant, le 23 juin 1908 (*Rec. acc. tr.*, 1909, p. 65), elle manifeste en sens contraire son indépendance. Un médecin commis avait conclu à l'accident du travail et donné les raisons inductives qui l'avaient déterminé. La Cour jugea qu'il s'appuyait « sur des présomptions insuffisamment démonstratives », ne pouvant être regardées comme la preuve exigée du demandeur.

Cet arrêt, qui incite les experts à « dire la science » et à faire usage d'un langage délibérément affirmatif ou négatif, a eu, en outre, une influence restrictive sur l'admission de la preuve par certains tribunaux de première instance. Le tribunal de la Seine, notamment, rejeta le 26 juillet 1910 (1), une demande de rente formée par une femme dont le mari, ouvrier, avait été trouvé mort au cours et sur le lieu de son travail. L'expert, après autopsie, s'arrêta à deux hypothèses

(1) Jugement non publié.

thèses entre lesquelles il déclara ne pouvoir se prononcer :

« Attendu que les deux hypothèses émises par
« l'expert n'ont qu'une valeur purement spéculative,
« puisqu'il déclare lui-même qu'il n'est absolument
« pas en mesure d'en démontrer scientifiquement le
« bien fondé ; qu'en réalité son rapport aboutit à cette
« seule constatation : qu'il est impossible de déter-
« miner d'une façon précise les causes de la mort ».

M. Sachet (éd. 1909, n° 443) envisage la même hypothèse et la résout en sens contraire, estimant que, même si la cause du décès ne peut rigoureusement s'établir, l'équité et la saine interprétation de la loi commandent de se montrer favorable aux représentants de la victime, quand différentes circonstances militent dans le sens d'un accident professionnel.

Et c'est au fond la vraie doctrine — nous l'avons vu adopter par la Cour de Cassation, notamment pour solutionner les procès relatifs à des noyades — ; c'est la plus humaine et la plus compatissante et c'est celle qui tend, malgré tout, à prévaloir dans l'administration de la preuve.

A l'heure actuelle, on assiste, tout compte fait, à un effort général pour faciliter l'admission de la preuve. La Cour de Cassation semble même revenir au renversement de preuve qu'elle a condamné en 1902. Voici l'arrêt sur lequel est basée cette assertion. Il est du 25 octobre 1910 (*Gaz. Pal.*, 9 nov. 1910). Il juge :

« qu'en déclarant après le tribunal de Mayenne que

« l'accident s'étant produit au lieu du travail, devait
« être considéré jusqu'à preuve contraire, comme
« étant survenu par le fait et à l'occasion du travail,
« la Cour d'appel n'a violé aucune loi ».

Et enfin tout récemment, dans un arrêt non encore publié, du 8 février 1911, la Chambre civile a statué ainsi sur la preuve qui peut être exigée d'une chute faite au cours du travail :

« Attendu que si l'ouvrier qui se dit victime d'un
« accident du travail et demande l'indemnité par la
« loi, doit prouver et l'accident et sa relation tant avec
« le travail qu'avec l'incapacité dont il se plaint, *il*
« *n'a pas à en établir la cause* ; que la responsabilité
« du chef d'entreprise n'est dégagée que si ce dernier
« prouve que la victime a intentionnellement provo-
« qué l'accident ;

« Attendu qu'une chute est par elle-même un acci-
« dent ; que se produisant à l'heure et au lieu du tra-
« vail, elle est un accident du travail et que, s'il
« appartient au juge du fond d'en apprécier souverai-
« nement les suites, il ne pouvait pas en subordonner
« le caractère à la détermination de la cause, qui
« l'avait occasionnée et mettre à la charge de la vic-
« time l'obligation de prouver que cette cause elle-
« même se rattachait au travail ».

Ainsi donc la Cour de Cassation a amélioré la situa-
tion juridique de l'ouvrier demandeur en indemnité
en lui facilitant la preuve de l'accident. Elle lui a faci-
lité également la preuve de la relation de cause à effet
entre l'accident et ses suites. Elle demande à l'ouvrier

de montrer une différence entre l'état antérieur à l'accident et l'état postérieur ; et cette accélération, si elle aboutit à une modification du gain journalier, est imputée dans son intégralité au travail. Cette disposition bienveillante est en harmonie avec la tendance à élargir la notion d'accident du travail. Les limites auxquelles la jurisprudence est parvenue peuvent-elles être encore reculées ?

CHAPITRE VIII

LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Dans le cours de nos développements précédents, nous avons cité à de fréquentes reprises l'Allemagne et ses décisions. C'est que cette nation est, la Suisse exceptée, celle chez laquelle l'assurance contre les accidents fonctionne depuis le plus longtemps ; qu'en outre elle est extrêmement peuplée, très industrielle, d'où espèces plus nombreuses et plus curieuses. Sa première loi sur les accidents date du 6 juin 1884 ; elle est fort différente de notre loi de 1898, mais beaucoup plus élastique au moins en ce qui concerne l'assujettissement qui pouvait se faire par voie administrative ou par une loi. Ces deux modes d'amendement ont fonctionné, et, depuis le 30 juin 1900, dernier grand texte législatif, le système allemand est homogène et son extension complète.

L'assurance contre les accidents fait partie de l'ensemble des lois de prévoyance allemandes, et ce qui n'est pas garanti par elle l'est par la loi de 15 juin 1883 contre la maladie ou du 22 juin 1889, contre l'invalidité et la vieillesse. Bien que ses effets soient combinés avec ceux des deux autres assurances, l'Office Im-

périal lui a conservé un caractère de forte individualité et les fonds d'alimentation en sont fournis exclusivement par les chefs d'entreprise.

Ainsi qu'il apparaît des décisions que nous avons citées, l'Allemagne s'est formé une conception de l'accident industriel qui ne s'éloigne que fort peu de la nôtre. Mêmes éléments de fait et même lien de causalité exigés. Les seules différences dignes d'être notées se rencontrent dans l'appréciation de la faute et des rapports de cause à effet entre le travail et un accident.

L'Office Impérial est beaucoup moins difficile que nos tribunaux pour admettre la déchéance de l'ouvrier à l'obtention de ses indemnités. Dans notre législation, il faut pour que l'action de la victime soit repoussée, que l'on prouve un acte de pur caprice qui a placé celle-ci en dehors du travail ou un accident volontairement provoqué pour lui-même. Le tribunal allemand ne fait aucune distinction entre l'intérêt personnel et la désobéissance, entre la faute inexcusable et le dol. Il va, par une doctrine assez rigoureuse jusqu'à considérer la contravention à un règlement d'atelier comme un dol : il refuse toute indemnité à un ouvrier qui s'était blessé en usant, dans la fabrique, d'un monte-charge destiné aux marchandises et interdit aux ouvriers (Off. Imp. 1890. *Handb.*, p. 36.)

Au contraire, pour l'admission du lieu de causalité, les tendances de l'office sont larges. La théorie du « coup de fouet » se trouve dès 1887 dans la jurisprudence allemande. Dès cette époque, on considère qu'il n'était pas nécessaire, pour qu'il y ait accident du

travail que la blessure éprouvée par le fait de l'accident constituât la cause exclusive de l'incapacité ou de la mort ; il suffirait qu'elle eût été une des causes coopérantes, sinon immédiates, du moins médiates. Ainsi l'ouvrier H..., s'était cassé la jambe. Par le fait d'une tuberculose dont il était atteint depuis longtemps, sa fracture se compliqua d'une inflammation de caractère tuberculeux. La mort suivit. Elle avait été accélérée par le traumatisme. La décision du 19 septembre 1887 accorde l'indemnité légale toute entière à la veuve et aux orphelins. Même solution le 11 juillet 1899, (1) à propos d'une accélération de la mort en suite d'accident, par une maladie préexistante, le diabète.

S'il s'agit d'accidents successifs, le second se rattachant au premier, tout spécialement par les mesures ou dispositions prises en vue de le guérir, on ne doit voir une relation de causalité, dit la jurisprudence allemande, que si le premier a concouru essentiellement à la survenance du second : par exemple en favorisant tout particulièrement l'éclosion d'une maladie, ou en exposant aux effets nuisibles de certaines circonstances indépendantes en elles-mêmes de l'accident. Ainsi en serait-il, si l'état de santé de la victime ne lui permettait pas de voyager seule et qu'un nouvel accident soit occasionné par un étourdissement ayant lui-même sa cause dans l'accident antérieur. (*Off. Imp.* 15 avril, 6 mai, 6 juin 1902. S. 1905.4.1 et note *Sachet*).

Mais la théorie la plus intéressante à notre sens et sur laquelle nous voulons revenir, c'est celle que les 25

(1) Sirey, 1903.IV. p. 17.

mai 1905 et 29 mai 1906, (S. 1909.4.25) l'Office Impérial a émise à propos des accidents causés par la foudre pendant le travail, théorie qui contient en germe l'assujettissement de tous les cas de force majeure à la législation sur les accidents. Voici le dernier de ces arrêts, le plus condensé et le plus suggestif :

« Attendu que S... a été tué par la foudre sur le lieu
« et au moment du travail, cela n'est pas douteux, et
« ne paraît pas dénié par la corporation. Seule,
« l'origine professionnelle de l'accident est contestée, et cependant elle n'est pas moins certaine,
« même si l'on se place au point de vue de la
« jurisprudence antérieure, qui exigeait la preuve des
« faits constitutifs d'une aggravation des risques de la
« foudre au lieu même de l'accident, et si l'on n'admet pas avec la jurisprudence nouvelle, que le fait
« même d'être frappé par la foudre sur le lieu et au
« moment du travail implique nécessairement l'existence à cet endroit et à ce moment d'un danger plus
« grand qu'ailleurs, c'est-à-dire d'une aggravation
« de risques qui, sans l'activité professionnelle, n'aurait pas existé. Il est en effet reconnu aujourd'hui
« par la science météorologique que la foudre ne suit
« pas une direction quelconque au gré du hasard, mais
« qu'elle obéit à des lois naturelles inflexibles, et que,
« là où elle est tombée, il y avait nécessairement un
« concours de circonstances qui l'y avaient spécialement attirée.

« La justesse de ces considérations est du reste rendue palpable par l'efficacité des paratonnerres. De

« ces données scientifiques, l'Office Impérial a tiré
« cette conclusion qu'il devenait inutile d'exiger la
« preuve des circonstances qui avaient attiré la fou-
« dre sur l'endroit où elle est tombée. Quelles qu'aient
« été ces circonstances, en effet, il est certain que le
« point touché par elle était spécialement menacé, et,
« si l'ouvrier s'y trouvait pour son travail, il a succom-
« bé au risque que ce travail avait aggravé... »

Cette citation est longue ; elle était pourtant nécessaire pour montrer clairement la portée de l'évolution qui semble commencer et qui peut aller, logiquement, jusqu'au déterminisme le plus rigoureux. Que va faire l'Office Impérial ? Question que l'avenir résoudra. L'occasion ne lui a pas encore été donnée de le révéler. Quant aux tribunaux français, ils ne paraissent pas devoir renoncer facilement à la recherche particulière de l'aggravation due au travail personnel de la victime.

La Suisse est le pays où la protection contre les accidents du travail est le plus anciennement établie. Nous avons indiqué quelle forme cette protection affecte : le renversement de la preuve. Une loi fédérale du 1^{er} juillet 1875, en a prescrit l'application aux employés des chemins de fer ou des bateaux à vapeur pour les accidents, (mort ou lésion corporelle), survenus dans l'exploitation. Le patron s'exonérait par la preuve d'une faute de la victime, ou de ceux qui ne font pas partie du personnel d'exploitation, ou de la force majeure.

La loi du 23 mars 1877 l'étendit au travail dans les fabriques. Elle introduisait deux éléments nouveaux : la responsabilité ne peut plus être écartée que par la force majeure ou la faute de la victime : Le propriétaire de la fabrique est responsable du fait de tiers étrangers à l'exploitation ; 2^o les tribunaux sont libres d'apprécier si une faute a été commise par la victime et de réduire à proportion les dommages-intérêts.

Ce fut l'incertitude provenant de cette admission de la faute commune et de ses nuances, et le malaise pénible qui en résulta aussi bien pour les ouvriers que pour les fabricants, qui déterminèrent le Conseil fédéral à proposer une nouvelle loi. Elle fut promulguée le 25 juin 1881.

Son article 2 est ainsi conçu :

« Le fabricant, lors même qu'il n'y aurait pas faute
« de sa part, est responsable du dommage causé à un
« employé ou à un ouvrier tué ou blessé dans les
« locaux de sa fabrique et par son exploitation, à
« moins qu'il ne prouve que l'accident a pour cause
« ou la force majeure, ou des actes criminels ou déli-
« tueux, imputables à d'autres personnes que celles
« mentionnées dans l'art. 1 » (c'est-à-dire le fabricant
ou ceux qui sont sous sa dépendance) « ou par la pro-
« pre faute de celui-là même qui a été tué ou blessé ».

Tel est le régime actuellement encore en vigueur. Il a été étendu aux entreprises usant d'explosibles, à l'industrie du bâtiment, au voiturage, aux ports, aux travaux de terrassement, aux carrières et aux usines, lorsqu'il y est employé plus de cinq personnes ; c'est

la loi fédérale du 26 mai 1887. Par un chemin autre que celui qui a été suivi en Allemagne et en France, la jurisprudence est arrivée en Suisse aux mêmes formules et aux mêmes résultats, sous la seule réserve des lois de 1875 et de 1881, que le fabricant n'est tenu du fait, d'autrui que si l'auteur de l'accident est à son service.

Des autres nations circonvoisines, la Belgique exceptée, il y a peu à noter, à notre point de vue. Indiquons cependant en ce qui concerne la Hollande que sa loi du 2 janvier 1901 n'admet ni majoration ni réduction de la pension en cas de faute inexcusable, ce qui est un argument de fait à l'appui de l'opinion par nous émise sur l'opportunité de faire passer semblable règle dans notre législation. La loi hollandaise fait cependant une exception pour le cas d'ivresse qui réduit de moitié la pension. C'est à notre connaissance la seule législation qui ait prévu expressément ce cas. En France, une courte allusion y fut faite à la Chambre des députés le 4 juillet 1895. Elle est assez confuse malgré sa brièveté; on ne parla que de l'ouvrier à qui l'on défend de se mettre au travail dans cet état, et M. Floquet déclara qu'il ne pouvait en ce cas voir un accident du travail. Le principe ne fut pas abordé.

La Belgique est un des pays dont la loi est la plus récente. Elle est du 24 décembre 1903, mais n'entra en vigueur qu'en 1905. Elle organisait « la réparation des dommages qui résultent des accidents dans le cours et

par le fait de l'exécution du contrat de travail, régi par la loi du 10 mars 1900 ».

Au cours des débats préparatoires qui eurent lieu à la Chambre des représentants en 1900 et 1901, il ne fut pas plus qu'en France donné une définition de l'accident. Bien que les parlementaires belges aient profité des travaux et de l'expérience des autres peuples, il s'en est trouvé parmi eux qui ont vu l'accident sous l'angle étroit théoriquement du risque professionnel. M. Destrée notamment s'exprime ainsi : (1)

« La loi forfaitaire régit les accidents du travail, « c'est-à-dire ceux qui sont une suite normale de « l'industrie ; elle ne va pas au delà, les dommages « causés par des faits ne se rattachant pas au travail « n'étant point compris dans le risque professionnel, « restent donnés à la responsabilité ordinaire ».

Et dans le rapport à la Chambre, comme pour illustrer ces paroles, fut émise l'opinion que si un maçon est appelé à construire dans la cour d'une fabrique et s'il se blesse en examinant des machines, ce n'est pas un accident du travail, parce que l'événement n'est pas survenu au cours de l'exécution du contrat de travail.

Dans la pratique, les tribunaux belges se rapprochent de notre jurisprudence, c'est ainsi qu'ils admettent ce que l'on pourrait appeler la confusion des influences : si à l'accident s'est jointe l'influence d'un vice de constitution ou d'une maladie antérieure, il n'y a pas à faire de distinction dans les conséquences,

(1) Chambre des représentants, 1908, p. 1598.

l'accident doit être tenu pour la cause efficiente. Ils penchent pour l'affirmative quoiqu'il y ait plusieurs décisions contraires, sur la question de savoir si un ouvrier blessé dans une agression ayant trait à l'exécution du travail, peut se prévaloir de la loi.

Pourtant s'il fallait absolument leur découvrir une tendance nous dirions qu'elle est plutôt restrictive, suivant ainsi la direction que marquait le rapport plus haut rappelé.

Les ouvriers qui, dans les lieux où les appellent leur attributions se livrent à un jeu, tombent ou se font prendre par un engrenage, ne sont pas blessés par l'effet d'une cause inhérente à l'exécution du contrat. Un jeune apprenti notamment qui, chargé d'aller ramasser des copeaux, avait, pendant qu'on nettoyait la machine, placé les doigts de la main gauche dans un engrenage, et qui déclara qu'il avait touché à la machine sans savoir pourquoi, se vit refuser le bénéfice de la loi (J. de paix de Liège. Revue pratique de droit industriel, août 1907) ou encore, de ce que l'accident du travail consiste dans « un événement anormal et imprévu » il fut tiré, argument pour rejeter la demande relative à la mort d'un ouvrier, survenue dans les circonstances suivantes : C'était un « tuqueur » préposé à la réception des chariots de charbon aux divers étages du puits d'extraction d'une mine. Dans cette profession, l'ouvrier est en tout temps exposé aux courants d'air provenant de l'aérage de la mine. Notre tuqueur, un jour, se sentit saisi par le froid ; il mourut le surlendemain Le tribunal décida

que ce décès n'était que le résultat immédiat d'un refroidissement gagné dans les conditions ordinaires de l'exécution de travail, et ne relevait pas de la loi du 24 décembre 1903 (Mons, 22 juin 1909. Rev. prat. dr. ind., février 1910).

Mais au fond et en dépit de ces divergences de détail et des modalités de la réparation pécuniaire, les diverses législations européennes ont la même notion de l'accident du travail. Elles y recherchent les mêmes éléments, elles le découvrent aux mêmes symptômes, elles y remédient par les mêmes moyens. Leurs points de départ seuls varient, et encore, peut-être n'est-ce qu'une apparence !

CHAPITRE IX

LES LACUNES.

Dans toute maison de commerce fonctionnant normalement, il est d'usage à la fin d'une année, avant de dresser le plan de la campagne suivante de faire l'inventaire de l'exercice écoulé. Nous sommes arrivés au moment de l'inventaire. Après avoir réuni dans un tableau d'ensemble, les résultats de la loi de 1898 et de son interprétation, nous pourrions examiner la valeur des principes qui restent encore à sa base et nous nous demanderons s'il ne conviendrait pas de les remplacer.

Les tribunaux, avons-nous vu, s'efforcent d'appliquer de plus en plus largement la loi sur les accidents. Cela ressort de l'étude jurisprudentielle que nous avons faite.

Les accidents sont, somme toute, assez rares, que les tribunaux ne réparent pas parce que le lien de causalité ne leur apparaît pas, soit entre le travail et l'accident, soit entre l'accident du travail et l'invalidité postérieure.

Néanmoins les lacunes de la loi de 1898, apparais-

sent encore considérables, si l'on songe qu'à côté de ces accidents à cause inconnue, ou à conséquences non prouvées, il y en a bien d'autres qui ne bénéficiaient pas de sa protection.

1^o En premier lieu, les maladies professionnelles, pour lesquelles lors de la discussion des projets sur l'accident du travail, on demandait la disjonction et auxquelles on promettait une législation séparée. Le mieux est ennemi du bien. Plusieurs propositions ont été déposées, notamment par M. J.-L. Breton, les 5 décembre 1901 et 3 juin 1903 ; un projet fut représenté le 16 mars 1905. La loi sur les accidents est en vigueur depuis treize ans ; rien, pour les maladies professionnelles, n'a encore abouti.

Cet état de choses est la conséquence de ce que nous croyons être l'erreur du législateur de 1898 ; préoccupé, hypnotisé par ce qui était la cause impulsive et déterminante de la loi nouvelle : l'accident arrivé pendant le travail, il n'a pu ou su y assimiler la maladie qui vient lentement et sans que l'on sache à dater de quel moment, qui ne frappe pas l'imagination par la soudaineté.

Peut-être aussi se disait-on que l'ouvrier connaît le danger à échéance éloignée et fatale du travail auquel il demande d'être employé, qu'il renonce tacitement à toute réparation, considérant que le salaire plus élevé qu'il touche souvent, est une rémunération de l'usure plus rapide à laquelle il est voué. Cet argument n'a pas plus de valeur ni de force pour la maladie profession-

nelle que pour l'accident du travail proprement dit. Le travail et ses conditions sont-ils pour quelque chose dans l'état morbide où nous voyons cet ouvrier? Oui. Alors pourquoi ne pas les avoir soumis à la loi de réparation? D'autant que la Suisse avait, dès 1887, donné l'exemple de la logique, en admettant parmi les accidents du travail, onze catégories de maladies provenant de substances ou de virus rendant dangereuses certaines professions.

2^o Ce sont ensuite tous les cas de force majeure pour lesquels on n'arrive pas encore à découvrir la circonstance aggravante qui doit les rendre tributaires de la loi de 1898, et aussi les fautes inexcusables dans la mesure où la jurisprudence applique plus rigoureusement la faculté que lui concède l'art. 20 paragr. 2.

3^e Ne sont pas non plus protégés par la loi de 1898, les accidents de certaines professions non assujetties. Sans doute elles se font beaucoup plus rares depuis les décrets du 27 septembre 1906 et 18 février 1907, rendus en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906. Néanmoins, il y a encore des progrès à faire, d'abord en ce qui concerne les domestiques et certains employés, puis, pour les ouvriers d'exploitations forestières ou agricoles. Les bûcherons et les forestiers ont eu l'heur d'attirer sur eux la bienveillance du législateur, et, comme pour les maladies professionnelles, on leur a préparé des projets de loi particuliers. La Chambre adopta celui de M. Breton le 15 février 1909, elle

adopta, le 28 novembre de la même année, le projet de M. Roblon qui plaça les bucherons de l'Etat sous la sauvegarde des articles 1 et 2 de la loi du 18 juillet 1907. Mais le Sénat n'a voté ni l'un ni l'autre, le dernier notamment, sur l'assurance que l'assujettissement se fait par la voie du cahier des charges dans les coupes de forêts domaniales. Ce qui est exact, mais ce n'est qu'une sorte de mesure provisoire, sans portée véritable.

4^e Et puis, il y a encore toute l'agriculture qui est hors la loi de 1898. Les raisons en sont aussi nombreuses que peu péremptoires. Cette profession, la plus ancienne, est celle qui a le moins été modifiée par les procédés nouveaux de production, la moins « industrialisée ». Sauf cas exceptionnels, il n'y a guère de réunions de travailleurs ; ils travaillent isolément, sans contrôle, et organisent leur tâche à leur fantaisie. De plus l'agriculture traverse une crise et on craint de lui imposer de nouvelles charges.

On ne voit pas clairement en quoi le maniement d'une pioche, la cueillette des fruits ou la conduite de chevaux de labour, sont moins dangereux que la couverture d'un toit, l'usage d'un rabot ou la direction d'un attelage industriel.

De plus la loi de consolation que, le 30 juin 1899, on a octroyée à l'agriculture, on s'en est aperçu à l'usage, a des limites de protection par trop restreintes.

Partant de ce principe énoncé dans l'article unique « que la loi garantit les accidents occasionnés par

« l'emploi de machines mues par ces moteurs inanimés et
« dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du tra-
« vail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées
« à la conduite et au service de ces moteurs ou machi-
« nes, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur », la
Cour de Cassation, pendant qu'elle tendait à le briser
le texte de 1898, a interprété avec une rigoureuse
restriction celui de 1899, et a fait dépendre toutes ses
décisions du fait que le moteur inanimé était en acti-
vité de marche ou non : elle n'a reconnu l'accident du
travail que dans le premier cas seulement.

Et c'est ainsi (arrêt du 20 juin 1908, *G.P.* 1908.2.33)
qu'un mécanicien chargé de la conduite du moteur,
monta, après avoir allumé le foyer, sur la plate-forme
de la batteuse, afin de mettre en place les organes de
transmission, et se tua. La Cour cassa le jugement qui
avait admis l'accident du travail.

« Attendu que de ces constatations, il résulte que l'e-
« xistence d'un moteur inanimé destiné à actionner
« ultérieurement la batteuse, n'a pu contribuer en
« rien à causer l'accident dont M.... a été la victime,
« que la chute que cet ouvrier a faite est absolument in-
« dépendante du moteur qui n'était pas alors employé.

« Attendu que si certains actes préparatoires peu-
« vent être considérés comme étant prévus par la lo
« du 30 juin 1899, c'est à la condition d'être
« nécessités par la nature même du moteur ; il n'en
« saurait être ainsi de la mise en place des courroies
« de transmission, opération qui s'impose, que le moteur
« soit inanimé ou non, etc..... »

La Cour suprême jugea de même au sujet d'un ouvrier tué en tombant sous le char destiné à remplir un réservoir contenant l'eau à alimenter le moteur de la machine à battre. (Cass. civ. 31 juillet 1906. D.P. 1907.1.257). Ainsi fut jugé pour des ouvriers atteints par la chute d'une machine introduite dans une cour de ferme par plusieurs attelages de bœufs, pour ceux qui furent blessés en aidant au démarrage de la batteuse sortant de la ferme. Que l'on ne puisse enfreindre la lettre d'une loi trop restrictive, soit ! Mais personne, j'imagine, ne nous contestera que ces accidents sont bien des accidents du travail, et « un risque professionnel ».

5° Il y a pour rentrer dans le domaine propre de la loi de 1898, des inégalités de traitement, entre les diverses catégories d'employés, qui sont aussi choquantes qu'inexplicables.

Ainsi, il a été maintes fois jugé que l'ouvrier ayant assuré à forfait rémunéré l'entreprise d'un travail à exécuter en dehors de la direction et de la surveillance de celui pour lequel cet ouvrage se fait, n'est point appelé, en cas d'accident, au bénéfice de la loi du 9 avril 1898, tandis que l'employé, le voyageur de commerce qui font des courses ou des tournées pour leur patron, hors de son contrôle et à forfait, peuvent se prévaloir de la loi de 1906. Je veux bien que les textes soient différents, ce qui est raison suffisante pour les tribunaux chargés de leur application mais ce qui n'a que peu de valeur au point de vue très général

où nous nous sommes placés, recherchant, non tant ce que l'on a fait, que les raisons profondes pour lesquelles on l'a fait.

De même encore, la subtile distinction que fait la jurisprudence entre les mêmes ouvriers suivant qu'ils travaillent sous les ordres d'un patron maçon ou pour le compte personnel d'un propriétaire (Cassation, 27 octobre 1903, D.P.1904.1.73) ; entre le charretier d'un industriel et celui d'un agriculteur ; entre les employés de l'entrepreneur qui arrachent un arbre avant de construire, et les bûcherons, chargés d'abattre des sapins ou des chênes dans la forêt.

6^o Enfin, et comme pour mémoire, il importe de remarquer que les réparations, octroyées par la loi sur les accidents du travail, sont forfaitaires, c'est-à-dire qu'elles ne correspondent pas au préjudice effectif, soit parce qu'elles ne sont octroyées que pour plus de quatre jours d'invalidité, soit parce que les rentes pour incapacité permanente ne sont que des deux tiers ou de la moitié, soit enfin parce que des éléments d'appréciation qui sont communément admis par les tribunaux pour toute responsabilité en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil, tels que les espoirs d'augmentation future, ou le *pretium doloris* ou même le préjudice esthétique (1) qui existe aussi bien pour

(1) Quelques tribunaux ont bien accordé des indemnités, soit pour perte de dents (incapacité allant jusqu'à 10 0/0) soit pour cicatrices ou rougeurs (même taux) mais en colorant toujours leur libéralité avec une réduction vraie ou prétendue de capacité professionnelle.

un ouvrier que pour un rentier, sont complètement ignorés par la législation sur les accidents.

De ces diverses exceptions à la loi de 1898, les unes pourraient lui être soumises par voie d'évolution jurisprudentielle, les autres, au moyen de réformes législatives.

Dans la première catégorie, nous rangeons les maladies professionnelles, les cas de force majeure et la faute inexcusable, dans la deuxième, tous les cas d'exclusion conventionnelle.

Nous avons suffisamment montré pour quelles raisons il nous semblait juste et logique de ne pas créer des catégories de travaux : les uns, pour lesquels la loi garde toutes ses faveurs, les autres, auxquels on n'accorde de garanties que comme par lassitude ou par charité. Occupons-nous donc exclusivement des moyens d'évolution de la jurisprudence.

Nous connaissons la théorie scientifique nouvelle de l'Office Impérial, ni spécieuse ni artificieuse, de l'aggravation ou de l'occasion nécessaire par le travail, et nous savons les résultats féconds que l'on en peut obtenir pour les cas de force majeure. C'est un peu le même raisonnement qu'il faut faire — et qui a déjà été fait par quelques doctrinaires — à propos des maladies professionnelles : celles-ci ne sont après tout qu'une suite de petits accidents, de petites intoxications, de petites lésions, microscopiques si l'on veut, mais certaines ; la limitation de nos moyens d'investigation ne nous permet de nous apercevoir que du

résultat, que de l'ensemble, à un moment plus ou moins éloigné. Cela ne saurait modifier intrinsèquement l'origine traumatique de la maladie. L'induction doit suppléer aux erreurs de la perception.

Quant à la suppression de la distinction entre la faute lourde ou légère et la faute inexcusable, c'est par l'examen serré des principes juridiques que l'on doit y parvenir.

La loi sur les accidents est une loi d'assurance et non une loi d'assistance ; que cette assurance soit contractuelle ou légale, peu importe. Or, dans une assurance que nous contractons pour notre compte particulier — notamment pour l'incendie — le dol est une condition de non-paiement des indemnités ; mais lui seul et non la faute grave, la faute lourde, la faute inexcusable comme placer imprudemment une lampe sur le bras d'un fauteuil, sortir en oubliant de fermer son compteur à gaz ou son robinet de distribution, user de produits volatils et inflammables près d'un foyer. Ce sont des actes que, par expérience, mieux que par un règlement d'atelier, nous savons dangereux. Et pourtant si l'intention mauvaise n'est pas démontrée, la Compagnie d'assurances paiera.

C'est qu'au fond, il faut toujours en revenir à ceci : juger humainement les choses de la vie courante. Sans qu'il soit possible de l'éviter, parce que c'est le lot de notre fragilité, l'habitude arrive à familiariser avec le danger, à spéculer sur l'adresse qu'on acquiert. Les ouvriers bercés par la routine de chaque jour, sont

blasés sur le péril qu'ils frôlent à chaque instant. Le roulier s'assied sur le timon au lieu de marcher auprès de ses chevaux, le facteur de la gare s'élance devant le train pour n'avoir pas à le contourner. Ils ne balancent pas, ils ne peuvent pas hésiter entre une économie de temps ou de peine, certaine et immédiate et un danger lointain et possible.

Et si nous ne craignons d'être paradoxal, volontiers dirions-nous que l'accident causé volontairement doit être protégé par la législation industrielle. Car celui qui provoque un accident ne peut être qu'un malade. Et de même que lorsque vous prenez un ouvrier alcoolique ou tuberculeux, vous êtes responsable des ravages incalculables causés par un accident sans importance ; de même quand vous employez un homme dont la volonté est aberrée, dont les tendances sont vicieuses, dont l'esprit est faussé, vous devez être aussi responsable des accidents que vous causez en mettant entre les mains de cet homme un outillage dont il est susceptible de mal user.

Et par ainsi, du commencement à la fin de la journée de travail, il n'y aurait plus un seul accident dont les conséquences resteraient sans réparation.

CONCLUSIONS

Seulement, il est bien certain que la conception de l'accident du travail, telle que nous venons de l'exposer, déborde singulièrement la notion originelle du « risque professionnel ».

Le risque professionnel est aussi vieux que le monde ou à tout le moins que le travail. Comme le disait très justement M. Félix Faure le 17 mai 1888 :

« Pour n'avoir pas été apprécié comme nous l'apprécions aujourd'hui, il n'existait pas moins au siècle dernier comme en 1888. L'ouvrier maçon en 1788 courait les mêmes risques que l'ouvrier maçon en 1888. L'ouvrier couvreur n'est pas mieux partagé. Par conséquent j'ai le droit de dire que ce risque professionnel a toujours existé ».

Cette notion fut obscure au début, puisqu'en 1884, MM. Girard et Nadaud y faisaient rentrer confusément les cas fortuits et la force majeure. Puis elle se précisa et ne comprit plus que les cas fortuits résultant de l'outillage et de l'industrie à l'intérieur de l'usine et du chantier.

La jurisprudence s'en empara, jusqu'à y admettre des risques de la vie commune. Et elle eut raison. Seulement on ne s'aperçut pas que l'on transgressait

l'idée génératrice de la loi et les conceptions des promoteurs. Car enfin le risque professionnel, c'est au fond et uniquement celui que fait courir l'outillage. Tous les autres dangers que l'on a qualifiés « occasionnés par le travail », ils sont bien, la plupart du temps et à un degré plus ou moins considérable, le fait de l'industrie, mais c'est de l'industrie en elle-même, de l'industrie prise comme genre et non de telle ou telle branche particulière. Prenez les uns après les autres, les accidents « occasionnés par le travail », avant, pendant ou après les heures de labeur, vous les trouverez ou vous les pourrez imaginer dans toutes les parties de l'industrie ou du commerce. Vous pourrez aussi les imaginer ou les rencontrer dans les circonstances de l'existence, chez les individus les plus différents d'occupations, et même chez ceux qui n'ont que celle de n'en point avoir. Pourquoi une entorse que l'on se donne un peu avant la sortie de l'usine a-t-elle des conséquences juridiques infiniment plus considérables que celle que l'on se donne en entrant chez le marchand de vin d'en face? Accident du travail en deçà du seuil, hasard malheureux au delà.

C'est pour cela qu'il faut renoncer à trouver dans le risque professionnel une explication complète des applications journalières actuelles de la loi du 9 avril. Nous ne la pouvons rencontrer que dans la notion du salaire. Il fallait partir de cette donnée économique et non de la théorie civile de la responsabilité. On aurait ainsi évité des inconséquences et de justes reproches. M. Peulevey ne se trompait pas lorsqu'il disait,

en combattant le projet de M. F. Faure, qu'il était anormal de faire payer un patron qui n'a commis aucune faute. D'autres ont vu dans cette réglementation du contrat de louage une atteinte à ce principe de droit civil qu'est la liberté des conventions. On aurait dû se rendre compte que la loi du 9 avril 1898 était une loi sociale, au même titre que la loi sur le repos hebdomadaire, ou que la loi sur les retraites ouvrières.

La question dominante en matière d'accidents arrivés à des ouvriers n'est pas celle de responsabilité, mais celle d'assurances. Il s'agit, moins de savoir qui doit réparer les conséquences d'un accident, que d'assurer nécessairement cette réparation. Et je dis que peu importe à qui elle doit incomber, parce qu'en définitive, que ce soit un prélèvement effectué par l'ouvrier sur son gain ou par le patron, comme frais de production, c'est toujours le travail qui en est la source. La prime d'assurance affectée à cette réparation n'est jamais que du salaire, qu'un élément de salaire.

Et ainsi compris, tout s'élargit et devient plus clair. Il n'est plus question d'un risque tacitement accepté par l'ouvrier ou tacitement garanti par le patron, il ne s'agit que d'un élément nouveau dans le salaire. Celui-ci tendant de plus en plus à correspondre, non point seulement à la vie végétative des individus, garantie par la « loi d'airain », mais à l'existence du travailleur et des siens, prise dans son sens le plus large, c'est-à-dire comprenant outre le pain quotidien, le vêtement

et le gîte, la garantie contre les accidents de tous ordres et contre les événements normaux de l'existence, la maladie, la vieillesse ou la mort.

Ce sont ces idées que M. Raoul Jay a mises en valeur en examinant le taux du salaire et sa computation : (*La Protection légale du travailleur*, 2^e éd., 1901, p. 278 et 279).

« La reconnaissance du droit à l'existence de tous
« les hommes, la conviction que, dans une juste et saine
« organisation sociale, ce travail doit, dans les condi-
« tions normales, garantir le droit à l'existence du
« travailleur et de sa famille, non seulement aux épo-
« ques de travail productif, mais aussi aux périodes
« critiques de la maladie et du chômage ou encore
« lorsque l'infirmité, la vieillesse ou la mort prématu-
« rée ont définitivement supprimé ce travail produc-
« tif. Ce sont là les idées maîtresses qui dominent en
« réalité ce mouvement...

« L'assurance ouvrière obligatoire, ce n'est pas,
« comme on le dit souvent, l'ouvrier obligé de s'assu-
« rer : c'est en réalité, bien plutôt l'industrie obligée
« de garantir l'ouvrier et sa famille contre les risques
« qui le menacent.

« C'est là, au fond, la véritable base de la théorie
« du risque professionnel en matière d'accidents du
« travail.

« Admettre le risque professionnel, n'est-ce pas
« poser en principe que, en dehors du salaire repré-
« sentant ce qui est nécessaire pour sa subsistance
« quotidienne, le patron doit encore à l'ouvrier la

« garantie de son droit à l'existence le jour où un
« accident supprime ou diminue sa capacité de tra-
« vail ».

Nous trouvons dans le régime anglais d'assurances une confirmation pratique de cette manière de voir :
« Les ouvriers, après s'être détachés peu à peu du
joug corporatif, ont pris l'initiative d'unir leurs efforts
et sont arrivés, par l'association, à acquérir une auto-
nomie qui leur permet, en matière d'assistance et de pré-
voyance, de se passer du concours du patron et de
l'intervention de l'État (Sachet, op. cit., p. 25). La
vérité apparaît très nette de ce que l'on pourrait
appeler la conception économique : C'est le salaire,
sous forme monnayée, qui vient aux ouvriers et est
transformé en prime pour garantir le risque dont, en
France, le patron a à répondre.

Irons-nous jusqu'au bout de cette théorie et dirons-
nous que notre loi de 1898 doit garantir toujours et
partout le travailleur des accidents qui peuvent lui
advenir? Ce serait peut-être logique, mais nous
n'osons nous y aventurer. Notre méconnaissance de
la statistique sociale et internationale ne nous per-
mettrait pas d'apprécier et de mesurer les conséquen-
ces de cette extension ni de proposer des remèdes aux
perturbations économiques qui en pourraient résulter.

Il nous suffit d'avoir dégagé le principe profond qui
forme la base de la réparation des accidents du travail,
d'en avoir montré l'étendue et la fécondité. Nous com-
prenons mieux ainsi l'extension que cette réparation
est susceptible de prendre. A l'heure actuelle, si,

comme nous le disions à l'orée de cette étude, de multiples projets de lois sont déposés en vue de modifier les lois de 1898, 1899 et 1906, ils s'occupent tous de l'extension en surface ou d'amélioration au régime financier. Aucun ne propose de supprimer les distinctions avec lesquelles on les applique et de remplacer une notion devenue trop étroite. C'est donc à la jurisprudence à continuer son évolution dans les limites où il lui est possible de se mouvoir et que nous nous sommes efforcé de préciser. Ces bornes ne sont pas encore atteintes et par la notion du risque professionnel, plus de libéralité et de largeur peut encore être apporté à préparer l'invalidité du travailleur. De cela il faut être reconnaissant à une idée qu'un jour venant, on trouvera étreinte et que l'on délaissera, mais qui a été, somme toute, le point de départ de plus d'équité et de plus de justice.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

RAOUL JAY.

Vu : *Le Doyen,*

P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	1
<i>Chapitre I.</i> — Les travaux préparatoires ..	5
<i>Chapitre II.</i> — L'accident	19
<i>Chapitre III.</i> — Le fait du travail	29
<i>Chapitre IV.</i> — Le temps et le lieu	35
<i>Chapitre V.</i> — Hors du temps et des lieux.	47
<i>Chapitre VI.</i> — Les causes étrangères au travail	59
<i>Chapitre VII.</i> — La preuve	67
<i>Chapitre VIII.</i> — Les législations étrangères .	83
<i>Chapitre IX.</i> — Les lacunes	93
Conclusions	103

PARIS-PITHIVIERS. — IMP. GAUZY ET C^{ie}.

PARIS-PITHIVIERS. — IMP. GAUZY ET C^{ie}
